

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

L'Emigration Asiatique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

le lundi 26 avril 1909, à 2 heures

PAR

Benjamin LÉVIS

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

ET DU CONCOURS GÉNÉRAL DES FACULTÉS DE DROIT

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. *, I. **, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

MABIRE, *, I. **, professeur honoraire.

GARRAUD, I. **, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. **, professeur de Droit romain.

FLURER, I. **, doyen, professeur de Droit civil.

THALLER, *, I. **, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. **, professeur honoraire.

COHENDY, O. *, I. **, professeur de Droit commercial.

PIC, I. **, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. **, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. **, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. **, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. **, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. **, professeur de Droit civil.

BROUILHET, A. **, professeur d'Économie politique.

HUVELIN A. **, professeur de Droit romain.

LÉVY, A. **, professeur de Procédure civile.

GONNARD, A. **, professeur d'Histoire des Doctrines Économiques et d'Économie politique.

BECQ (J.), I. **, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

Président : M. CH. BROUILHET, professeur.

Assesseurs : MM. PIC, professeur.

GONNARD, professeur

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

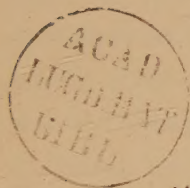
L'Emigration Asiatique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

le lundi 26 avril 1909, à 2 heures



PAR

Benjamin LÉVIS

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

ET DU CONCOURS GÉNÉRAL DES FACULTÉS DE DROIT

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1909

L'ÉMIGRATION ASIATIQUE

INTRODUCTION

L'histoire a gardé le souvenir d'innombrables migrations, déplacements massifs de peuples en marche, partis à la recherche de sols plus fertiles ou de climats plus doux. Ces mouvements collectifs ont la forme d'invasions et déclenchent la guerre ; les tribus ou les peuples en possession d'Etats ne cèdent leur droit d'occupation que devant la violence. Il appartenait au ^{xix}^e siècle de donner au même phénomène démographique des allures nouvelles et en apparence plus rassurantes. La sécurité et le bon marché des transports substituent, en effet, à la migration l'émigration, phénomène individuel même quand il agit sur des multitudes, parce que ce n'est pas une nation qui se déplace, c'est un agrégat d'individus qui peuvent ne pas être solidaires. L'émigration fut donc pacifique : les quatre-vingts millions d'Européens que notre continent exporta au ^{xix}^e siècle ne furent jamais une cause de conflit.

Mais voici que, par un brusque revirement, l'émigra-

tion reprend la forme de l'ancienne migration contrariée et guerrière.

Cette fois, c'est de l'Asie qu'il s'agit ; ses habitants vont s'établir partout où leur misère peut être atténuée par un travail opiniâtre ; ils y vont isolés temporairement mais avec l'intention de reformer des noyaux démographiques, et de nouveau on parle d'invasion et l'on prend des mesures militaires.

Les Asiatiques veulent maintenant aller vendre leur travail à ceux qui le rémunèrent le mieux. Partout où leur masse fait irruption, le taux des salaires s'abaisse ; leur misère passée qui les a accoutumés à vivre de peu assure aujourd'hui leur victoire ; n'ayant pas les besoins de bien-être ou de luxe qui tourmentent leurs rivaux de race blanche, ils acceptent les salaires les plus minimes et trouvent encore moyen d'économiser, d'accéder à la propriété. Des économistes libéraux ont dit : laissez aller le jeu des lois naturelles et l'équilibre se rétablira de lui-même. Oui, l'équilibre se rétablira, mais dans cette période troublée auront sombré les mesures de protection ouvrière et les hauts salaires qu'exige notre civilisation ; la population ouvrière blanche sera affaiblie, numériquement diminuée ; tel est le principal aspect du péril économique qui n'effraye guère, il est vrai, ceux qui, sans oser l'avouer, voient dans les Asiatiques une armée gigantesque et inespérée de briseurs de grèves.

Ces Asiatiques envahisseurs, intelligents, travailleurs et prolifiques sont en outre animés d'un patriotisme ar-

dent. Leur civilisation, leur isolement tant de fois séculaire les a rendus inassimilables ; toute région où ils s'installent est, si l'on n'y prend pas garde, un pays perdu pour les Blancs ; là où ils se seront implantés, nul rival économique ne les vaincra et l'action brutale de la force rencontrerait la force devant elle. Péril économique ou péril politique, c'est toujours au fond le conflit de deux civilisations que ne saurait prévenir ou résoudre la solution contemplative de la liberté pure et simple.

Que faire alors ? Aux prises avec les difficultés, toujours les Alexandre sont portés à trancher le nœud gordien. C'est ainsi qu'on a vu l'Europe conviée au début du xx^e siècle à une croisade dirigée contre les Jaunes. Il s'agissait d'assurer l'hégémonie des Blancs dans le monde en détruisant les puissances politiques qui se sont formées ou aspirent à se former dans l'Extrême-Orient ; les Croisés auraient mis à la raison l'Empire du Soleil-Levant et se seraient honnêtement partagé l'Empire Fleuri devenu une immense colonie d'exploitation. Cette croisade qui faisait de la propagation de la civilisation blanche une opération de gendarmerie ne visait à rien moins qu'à l'assujettissement plus ou moins déguisé de cinq cents millions d'hommes. D'une exécution délicate et difficile, elle ne pouvait d'ailleurs empêcher que les Asiatiques soient particulièrement aptes et les seuls aptes à mettre en valeur certaines régions du globe ; développant leurs richesses et leur puissance, les Jaunes auraient eu tôt fait de rentrer en scène un de ces jours où les diverses

troupes de la maréchaussée blanche se battent entre elles.

Plus gracieux apparaît le projet exposé en 1901 dans la *Fortnightly Review* par Sir Robert Hart. Là encore, il s'agit au début d'une politique d'action offensive, mais cette fois vis-à-vis de la Chine seulement ; l'Inde jouit dès à présent des bienfaits de la paix anglaise et le Japon a déjà donné des témoignages éclatants de son haut degré de civilisation. On partagerait la Chine ou bien on la soumettrait à un contrôle collectif et les puissances s'entendraient pour décourager le militarisme, supprimer la fabrication et l'importation des armes. « Peut-être alors le Chinois industriel, amoureux de la paix, respectueux des lois, se laisserait-il conduire à la lisière jusqu'à ce que le cours des siècles ait donné à d'autres influences de civilisation le temps de s'exercer sur les générations successives et de changer la tendance du sentiment national. Peut-être alors pourrait-on remplacer dans l'âme chinoise l'orgueil, la haine de race par le sentiment de la solidarité internationale, et faire disparaître de l'avenir humain le Péril Jaune. » On interdit ainsi la fabrication et l'importation des armes, soit ! c'est prudent. Mais va-t-on laisser entrer les livres qui enseignent que le droit des peuples à se gouverner librement constitue la base du droit des gens ? Laissera-t-on entrer journaux et pamphlets hindous pleins de récriminations contre les Anglais qui ont bien voulu conduire l'Inde « à la lisière jusqu'à ce que le cours des siècles... ». La relation est étroite entre le droit de s'instruire et le droit de s'armer. En réalité, nul procédé coercitif ne saurait fournir de solution satisfaisante. Les Occidentaux

ne sauraient non plus se borner à repousser les Asiatiques quand leur afflux cause des inconvénients alors qu'ils continuent à aller s'établir en Asie où ils veulent. Sauf convention dérogatoire librement débattue et acceptée, les principes du droit des gens doivent s'appliquer à tous également.

Mais n'y a-t-il pas lieu de chercher à notre problème une solution plus interne, si l'on peut ainsi dire ? Cette émigration asiatique a ses causes, ses lois. Ne peut-on pas agir sur elles et par contre-coup sur l'émigration ? Comme les Blancs, si les Asiatiques émigrent, c'est pour fuir la misère, essayer de faire fortune. Ces pays d'Extrême-Orient sont-ils donc incapables de subvenir aux besoins de leurs habitants ? Et cependant ils paraissent pourvus des plus grandes ressources, mais celles-ci sont en général inexploitées faute de science, faute de capital. L'émigration résulte d'un manque d'équilibre entre les divers facteurs économiques : terre, travail, capital. Ne pourrait-on pas mieux utiliser le sol en Extrême-Orient ? Ne pourrait-on pas y créer, y développer de grandes industries procurant du travail et des salaires à tous les nationaux ? Ne pourrait-on pas de la sorte restreindre dans une large mesure ce courant d'émigration ? N'y a-t-il pas là un devoir d'éducation, une politique financière qui s'impose ? Dans la mesure où subsistera ce courant, ne faudrait-il pas réserver à ces émigrants des terres disponibles ? N'y a-t-il pas une politique internationale désirable ?

Tel est, sommairement indiqué, l'intérêt que nous paraît présenter l'étude de l'émigration asiatique.

LIVRE PREMIER

DESCRIPTION DE L'ÉMIGRATION ASIATIQUE (1)

CHAPITRE PREMIER

Si nous voulions étudier d'un point de vue historique l'émigration asiatique, celle-ci nous présenterait, semble-t-il, cinq phases. La première, celle des origines, nous montrerait des tentatives intéressantes d'expansion, no-

(1) BIBLIOGRAPHIE. — Cf. notamment : Louis Aubert, La maîtrise du Pacifique, les Hawaï (*Revue de Paris*, 1^{er} et 15 février 1907) ; Les Etats-Unis et la colonisation japonaise (*id.*, 15 août 1907) ; Problèmes californiens (*id.*, 15 juillet 1907) ; Les Japonais, le Canada et l'Amérique du Sud (*id.*, 1^{er} nov. 1907) ; — E. Cailleux, *La question chinoise aux États-Unis et dans les possessions des puissances européennes*, Paris, th. 1898 ; G. Chandère, *De l'intervention des pouvoirs publics dans l'émigration et l'immigration au XIX^e siècle*, Paris, th. 1898 ; P. Cauwès, *Cours d'Ec. pol.*, t. II, nos 480 et 481 ; R. Gonnard, Japon et Nouvelle Zélande (*Rev. pol. et parl.*, mai 1907) ; Pierre Leroy-Beaulieu, *Les États-Unis au XX^e s.* ; et nombreux articles sur l'émigration asiatique et la colonisation japonaise publiés dans l'*Ec. fr.*, notamment 22 sept. et 3 nov. 1906, 23 et 30 nov. 1907, 11 avril 1908 ; *La Rénovation de l'Asie*, Paris, 1904 ; E. Reclus, *Géographie Universelle*, t. VIII : L'Inde et l'Indo-Chine, 1883 ; E. et O. Reclus, *L'Empire du Milieu*, Paris, 1902 ; L. Rousset, Les Chinois hors de chez eux (*Le Correspondant*, 10 juillet 1878) ; R. Vauthier, La Mandchourie, Chronique coloniale (*Rev. éc. intern.*, déc. 1904) ; *Bulletin du Comité de l'Asie française*, *passim* (août 1907) ; *Quinzaine coloniale*, *passim* (25 sept. 1897) ; Lettres japonaises, *Ec. fr.*, 5 sept. 1908 ; Lettre de Java, *Ec. fr.*, 25 juillet 1908.

tamment de la part de la Chine et du Japon, et même quelques résultats acquis, surtout en Océanie ; cette phase se clôt avec la suppression de la traite des nègres. Avec la deuxième phase commençant au milieu du *xix*^e siècle, l'émigration chinoise ou hindoue apparut comme le succédané indispensable de l'esclavage aboli. Mais plus encore que les protestations humanitaires, les inconvénients économiques et sociaux de cette entreprise de spéculation sur le travail des Asiatiques amenèrent bientôt la plupart des Etats à combattre la traite ; on croyait alors que les troubles causés par cette émigration provenaient uniquement de son mode juridique ; dans un message adressé au Congrès, le général Grant écrivait : « J'appelle l'attention du Congrès sur un fait universellement admis. La plupart des émigrants chinois qui débarquent sur nos rives viennent en vertu d'un contrat passé avec des capitalistes qui les possèdent en toute propriété. » La diplomatie et la législation combattirent la traite [protestations des Etats-Unis, du Parlement anglais, traité du 24 février 1872 entre le Portugal et le Pérou, traité du 7 août 1875 entre la Chine et le Pérou, édit royal du 23 décembre 1873 interdisant à Macao le commerce des coolies, etc., etc.]. A une date qui varie avec les divers pays mais qui n'oscille que faiblement autour de 1870, l'émigration-traite disparaît et fait place à l'émigration libre ou pseudo-libre. Dans cette troisième phase, les immigrants venus d'Asie sont en rivalité non plus avec les esclaves mais avec les ouvriers libres d'origine européenne ; ce fut une période de

confiance dans le libre jeu des lois économiques, une sorte d'essai loyal entrepris un peu partout et qui généralement dura peu ; l'immigration asiatique provoquait là où elle se portait des troubles politiques et économiques. A cette période qui avait vu se fonder et prospérer de puissantes colonies asiatiques sur tous les bords du Pacifique et dans laquelle on avait été jusqu'à faire courir le bruit de l'introduction de Chinois à Londres pour servir de contrepoids aux grèves et aux unions, succéda rapidement une quatrième période qui vit l'immigration asiatique refoulée ou limitée. Les mesures législatives et diplomatiques, prohibitives ou restrictives, sont prises, à peu près toutes, de 1880 à 1890 [Du côté des Etats-Unis, lois de mai 1882 et juillet 1884, traité du 17 novembre 1880 et négociations de mars 1888 ; au Canada, lois de 1885 et 1887 ; dans l'Equateur, décret du 14 novembre 1889 ; dans la Nouvelle-Galles du Sud, lois de 1881 et 1888 ; en Tasmanie, loi de 1887, etc., etc.]. Depuis quelques années, avec la rénovation de l'Asie, nous sommes entrés dans une cinquième phase, phase de retour offensif ; le boycottage des produits américains par la Chine, les manifestations et les protestations de l'Inde, les menaces de guerre du Japon ne sont que l'expression diverse de la commune volonté des nations asiatiques de soustraire leurs nationaux à l'arbitraire international et d'obtenir pour eux l'application des principes généraux du droit des gens.

On pourrait encore se borner dans une étude de l'émigration asiatique à la distinction de l'émigration-traite

et de l'émigration libre. La traite apparaît comme caractérisée par l'achat et la vente des travailleurs, les traitements barbares infligés aux coolies pendant le transport, la condition misérable des Asiatiques dans les pays de destination. On prend alors comme base un critère juridique ; ce procédé nous semble critiquable. En effet, la précision de cette distinction n'est qu'apparente ; jamais la traite ne s'est avouée ; elle est dissimulée dans un contrat, contrat de travail, de transport ou de prêt ; c'est un contrat particulièrement abusif ; aujourd'hui encore les émigrants asiatiques (et parfois les européens eux-mêmes) sont victimes de contrats abusifs ; de tels contrats à la traite de jadis il n'y a qu'une différence de degré, difficile à apprécier, et souvent bien faible. Il serait malaisé de définir exactement la situation juridique des Polynésiens dans l'Australasie, des Jaunes dans l'Amérique du Sud ou des Hindous venus au Natal et contraints à souscrire, sous peine d'être expulsés, des engagements de travail à des conditions imposées par la loi.

Non seulement ce critère est vague mais en outre il ne repose pas sur une donnée essentielle. Certes, le mode juridique de l'émigration a une grande importance par suite de sa répercussion sur le marché du travail ; mais il n'en reste pas moins que jamais les inconvénients de l'immigration asiatique n'ont été aussi vivement ressentis que depuis que l'on est entré dans la période dite de l'émigration libre. Ce que nous voulons ici, c'est apprécier la valeur politique et économique de l'émigration asiatique.

La distinction naturelle nous paraît être une division topographique ; sa clarté est évidente ; sa portée est essentielle. C'est l'appréciation des avantages que présente tel ou tel milieu qui détermine la direction du courant d'émigration ; celui-ci se développera ou se restreindra suivant les ressources et la distance ; la prospérité de la colonie dépendra en partie de la qualité des rivaux rencontrés ; très importante aussi sera la situation du pays de destination quant aux rapports politiques et économiques des émigrés avec la métropole. Aussi distinguerons-nous suivant que l'émigration asiatique s'est portée en Asie et en Australasie ou dans les autres parties du monde.

Nous nous occuperons successivement de l'émigration hindoue, de l'émigration japonaise, de l'émigration chinoise.

CHAPITRE II

Jusqu'à de tout récents événements, l'émigration hindoue avait peu attiré l'attention ; cela tient à son importance numérique relativement faible et au caractère de l'émigrant hindou. Grâce à des siècles de domination, l'Hindou est naturellement soumis ; son esprit de docilité le fait préférer aux autres Asiatiques. Rien chez lui de l'activité, de l'excitation, de l'irritabilité du Japonais ; rien non plus des merveilleuses qualités du Chinois actif, conservateur mais s'assimilant tout, intelligent, rusé et au suprême degré tenace. L'émigration japonaise, c'est

une série de convois bien ordonnés et réglementés que le gouvernement dirige à son gré ; dans tel pays sans grandes ressources mais présentant une certaine importance politique, le travailleur japonais apparaît aussitôt précédant ou suivant l'armée ; il prépare ou consolide la tâche ; partout, il aspire à fonder des « Shin-Nihon », de nouveaux Japans ; l'émigration japonaise, pourrait-on dire, c'est une croisade qu'anime l'amour patriotique et religieux du Mikado, mais une croisade scientifiquement organisée vers un but pratique et déterminé. L'émigration chinoise, au contraire, c'est l'extension naturelle d'un organisme cellulaire qui s'accroît démesurément ; là, nulle fin d'Etat, nulle vue d'ensemble ; indépendant de caractère, connaissant toute la valeur de l'association, apte aux complots, il ne connaît guère d'autres groupements que la famille, la corporation et la société secrète ; en Chine même, au-dessous de l'administration, la véritable unité sociale c'est le village, c'est-à-dire un groupe de familles. En Asie, suivant le cours des rivières ou des fleuves, les familles chinoises étendent le domaine de la culture ; les vieux liens des anciennes sociétés subsistent ; peu leur importe si, franchissant la frontière, elles sont passées sous une autre suzeraineté politique ; c'est ainsi que de proche en proche, les Chinois sont venus à cultiver tout le sol de la Mandchourie, si bien qu'en dépit des guerres et des traités, il n'y a, suivant l'expression de M. P. Leroy-Beaulieu, ni Mandchourie russe, ni Mandchourie japonaise, ni Mandchourie mandchoue, il n'y a qu'une Mandchourie Chinoise. Contre

l'opiniâtreté chinoise, l'énergie japonaise échoue ; que peut contre elle l'Hindou ? Sur le Chinois, l'Hindou n'a qu'un seul avantage : il parvient à subsister avec un moindre salaire ; c'est pourquoi, hors les commerçants dans les villes, il n'y a pas de Chinois dans l'Inde. Mais hors des frontières hindoues, le Chinois a vite l'avantage grâce à son labeur, son obstination, son tact et sa rouerie. Aussi l'émigration hindoue ne pouvait-elle trouver grand succès en Asie ; si l'on néglige quelques Hindous clairsemés dans les villes ou bourgades avoisinant le golfe d'Ormuz, il n'y a guère de colonies importantes sur l'ancien continent qu'en Birmanie et dans les Etablissements des Détroits, c'est-à-dire dans le voisinage de l'Inde et sous la protection du gouvernement anglais. Dans la Birmanie anglaise, le nombre des Hindous est passé de 1872 à 1881 de 137.000 à 247.000 ; aujourd'hui il doit être d'environ 300.000 ; de 1872 à 1881, le nombre des Chinois restait stationnaire, passant de 12.000 à 13.000 ; mais, depuis lors, redoutable s'est faite la concurrence des Chinois qui sont maintenant au moins 80.000 et seraient plus nombreux encore si le gouvernement anglais le permettait. Dans la presqu'île de Malacca, il y avait, en 1881, 68.000 Hindous ; actuellement, il y en a 115.000 dont la moitié sur les territoires anglais ; mais ici, le Chinois a définitivement et de loin conquis le premier rang. En Océanie de même, l'Hindou a échoué devant le Japonais et le Chinois ; il y a 10.000 ou 15.000 Hindous dans les îles de la Sonde, 3.000 en Australie ; dans les îles Fidji, 17.000 Hindous travaillent dans les plantations de canne.

C'est bien plus loin de leur terre natale, dans les régions et les îles tropicales de l'Amérique, et en Afrique que les Hindous ont leurs plus considérables établissements. S'ils sont quelques milliers à peine au Canada, dans la Colombie britannique, il y en a 105.000 dans la Guyane anglaise, 10.000 dans la Guyane hollandaise, 2.000 dans la Guyane française, 10.000 à la Jamaïque, 86.000 à la Trinité, 10.000 dans les Antilles françaises.

Mais le plus remarquable résultat qu'ait donné l'émigration hindoue, c'est la conquête de la côte africaine que baigne l'Océan Indien. Du cap Guardafui au cap de Bonne-Espérance, en face de l'Hindoustan, à l'abri de toute concurrence dangereuse, les Hindous ont fondé leurs colonies les plus prospères ; à l'île Maurice, ils sont 250.000 sur 371.000 habitants : venus pour cultiver la canne, ils sont en train d'acquérir les terres et les immeubles. La Réunion a 13.000 Hindous ; le Natal en a 101.000, le Transvaal 10.000, Zanzibar 10.000 ; l'Afrique orientale allemande a 10.000 Hindous et Arabes ; on compte 25.000 Asiatiques pour la plupart Hindous dans l'Afrique orientale anglaise ; tenant compte de centres hindous moins importants (Madagascar), on vient à constater que plus de 420.000 Hindous occupent l'autre rive de l'Océan Indien. Commerçants et artisans, on les retrouve dans tous les ports ; avec les voies de communication, ils pénètrent à l'intérieur ; déjà dans l'Afrique orientale, la roupie de l'Inde est la monnaie habituelle et M. Paul Leroy-Beaulieu a pu justement écrire que toute cette région serait

peut-être colonisée un jour non par les Européens mais bien par les Hindous. Mais le succès des Hindous n'est pas sans inquiéter les Européens ; un arrêté du 26 juillet 1897 s'efforce d'écarter les Asiatiques de Madagascar ; le Natal et le Transvaal sont nettement hostiles à l'immigration asiatique : à peine installé, le nouveau Responsable gouvernement du Transvaal faisait voter un Immigrant Restriction Act qui devait provoquer des troubles au Transvaal et une profonde agitation aux Indes. Aussi semble-t-il que l'avenir le plus sûr est celui des colonies hindoues de l'Afrique orientale où le climat et le besoin de main-d'œuvre confèrent aux Asiatiques un véritable monopole.

CHAPITRE III

Dès la fin du xvi^e siècle, des Japonais résidaient au Mexique : le Japon s'efforçait d'établir des relations directes avec la Nouvelle-Espagne. Pour sauvegarder son indépendance, le Japon se referma brusquement dans ses îles. En 1636, le Shogun décrétait « qu'aucun navire japonais n'avait la permission d'aller à l'étranger, que les Japonais qui essaieraient d'aller à l'étranger en secret seraient punis de mort, le bateau et l'équipage saisis ; tout Japonais résidant à l'étranger devait être exécuté s'il revenait au Japon ». De cet isolement, le Japon ne devait sortir que dans la seconde moitié du xix^e siècle ; l'émigration japonaise, exception faite pour la Corée, est donc toute

récente. En 1889, il n'y a guère plus de 20.000 Japonais à l'étranger ; en 1891, il y en a déjà 30.000 ; en 1893, 40.000 dont 20.000 aux Hawaï et 10.000 en Corée ; au 31 décembre 1900, le recensement japonais indiquait 124.000 Japonais résidant à l'extérieur ; en 1901, 24.000 Japonais ont reçu des passeports pour l'étranger ; en 1902, 33.000 ; après la guerre, en 1906, il y a eu 50.000 émigrants. On peut admettre qu'au début de 1908 il y avait à l'étranger plus de 350.000 Japonais auxquels il faut en ajouter au moins 100.000 qui se défendent d'être des émigrants, mais qui sont des émigrants partis sans l'autorisation du gouvernement. Il y a environ un demi-million de Japonais hors du Japon. Quelle est leur répartition dans le monde ?

Il nous faut auparavant signaler la colonisation d'Yezo qui avec les îles Kouriles a une superficie de plus de 94.000 kilomètres carrés et qui appartenant au Japon offrit à celui-ci son premier et plus naturel territoire d'émigration. En 1883, Yezo avait 190 mille habitants ; en 1888, elle en avait 255 ; en 1893, 379 ; en 1898, 610 ; en 1903, 844 ; aujourd'hui Yezo a environ 1 million d'habitants. De 1898 à 1903, Yezo a reçu un contingent annuel de 30.000 immigrants. Toutefois il convient de noter que le peuplement de Yezo subit actuellement un temps d'arrêt ou plutôt un recul. Beaucoup de Japonais qui avaient d'abord émigré à Yezo quittent cette île montagneuse et froide pour des contrées plus fertiles au climat plus doux ; cet exode s'est accru depuis l'extension du Japon sur le continent asiatique consécutive à la dernière guerre. En

1905, plus de dix mille colons ont déserté l'île ; il reste encore à Yezo près d'un million de tcho à défricher (tcho = 99 ares 173).

L'émigration japonaise vers les régions septentrionales assure au Japon la prédominance sur le Nord-Est de l'Asie : les Japonais se sont établis à Sakhaline et sur la bordure maritime de la province russe du littoral. Dans la portion sud de Sakhaline, il y avait déjà, au début de 1907, huit mille Japonais. Quant aux établissements japonais du littoral, ce sont exclusivement des colonies de pêcheurs ; c'est là une extension du Japon maritime ; en effet, au terme des récents accords des 28 et 30 juillet 1907 conclus avec la Russie, les Japonais ont dans ces parages le droit de pêche dans les mêmes conditions que les Russes, c'est-à-dire le plus souvent seuls.

Sur le continent lui-même, les Japonais se sont établis en Corée, en Mandchourie, en Chine, à Formose ; en Indo-Chine, ils sont encore très peu nombreux. Depuis des siècles, la Corée est convoitée par le Japon ; c'est par elle qu'il pénètre en Asie. Sur ses 212.000 kilomètres carrés, la Corée a déjà 8 à 10 millions d'habitants, c'est-à-dire 40 au kilomètre carré ; froide et montagneuse dans le Nord, elle a dans sa partie méridionale des terres et des vallées fertiles ; à ses ressources agricoles, elle joint d'abondantes ressources minières ; sa population est peu active et peu résistante ; l'Annuaire financier et économique du Japon pour 1907 dépeint le paysan coréen comme hostile à l'introduction des méthodes perfectionnées et comme incapa-

ble de tirer parti de l'irrigation et des engrais ; grâce à une culture intensive, Chinois et Japonais pourraient s'y entasser en grand nombre. La Corée était encore indépendante que les Japonais commençaient à s'y établir ; sous le condominium russo-japonais, on évaluait à 15.000 le nombre des Japonais en Corée, en 1901 ; en 1906, la Corée avait déjà bien près de 150.000 Japonais ; pour 1907, leur nombre est évalué à 250.000 qui se concentrent dans la portion méridionale au-dessous de Séoul. M. Pierre Leroy-Beaulieu pense que d'ici une génération, lorsque le pays se sera outillé et que le commerce se sera développé, il y aura quelques millions de Japonais installés sur le continent asiatique. En tout cas, la suprématie japonaise en Corée est définitivement fondée ; sa puissance politique et économique est chaque jour consolidée par l'accroissement du nombre de ses nationaux.

En est-il de même en Mandchourie ? En Corée, la rapidité de ses victoires avait permis au Japon de devancer le Chinois, lent et tenace rival ; une fois installé, il s'est mis en garde contre la silencieuse invasion des cultivateurs chinois qui abordait la Corée par l'Est. En Mandchourie, il se pourrait bien que Russes et Japonais soient arrivés trop tard ; quand ils vinrent, déjà le paysan chinois était courbé sur le sillon et d'innombrables petites boutiques montraient leurs paravents multicolores. Toutefois dans la Mandchourie méridionale les Japonais se sont mis résolument à l'œuvre pour étendre leur domination sur l'Asie ; en dehors des militaires et des fonctionnaires, il y a

30.000 Japonais en Mandchourie dont 8.000 à Antoung, 5.000 à Newchang, quelques milliers à Moukden ; beaucoup travaillent à la construction et à la réfection des chemins de fer ; en outre, le territoire de Kwantung compte 12.000 Japonais. La population chinoise ou de descendance chinoise atteint plusieurs millions ; il ne semble guère que la Mandchourie puisse être pour le Japon une colonie de peuplement ; le Japon y enverra surtout des industriels, des ingénieurs, des ouvriers spéciaux et des commerçants ; c'est une colonie d'exploitation et d'exploitation difficile en présence de la rivalité chinoise.

En Chine même, le nombre des Japonais s'accroît dans de notables proportions ; ils y sont au moins 50.000 et certaines statistiques vont jusqu'à 70.000.

A Formose, dont le climat tropical convient assez peu aux Japonais, 50.000 Japonais se sont superposés à l'élément chinois sans espoir de le refouler ; les Chinois constituent la très grosse majorité des 3 millions d'habitants qui peuplent l'île et donnent 80 habitants par kilomètre carré. En Indo-Chine aussi il y a des Japonais, d'ailleurs plus hardis que nombreux ; des sociétés japonaises récemment fondées ont dès l'abord visé à l'obtention de monopoles dans notre grande colonie ; la présence de nombreux Chinois dans l'Indo-Chine écarte les Japonais.

Dès à présent, nous pouvons noter que, exception faite de la Corée où il a une forte avance, le Japon rencontre partout devant lui en Asie, de la mer de Behring à la presqu'île de Malacca, le Chinois qu'il ne parvient pas à refou-

ler. L'hégémonie politique et économique du Japon en Extrême-Orient manque donc de l'élément qui en garantit le mieux la stabilité : la population, dont le Japon surabonde et qu'il lui est difficile d'établir sur le continent. Le Japon est-il plus heureux en Océanie, dans ces multiples archipels qui conviendraient si bien à ses populations insulaires ?

En Océanie, non seulement les Japonais ont été là encore, comme en Asie, devancés par les Chinois, mais ils se sont de plus heurtés à la politique américaine. Pour s'assurer les abords du canal de Panama, les Etats-Unis ont mis la main sur toutes les îles qui sont les stations naturelles de la nouvelle voie, Samoa, les Hawaï, les Philippines ; les Etats-Unis ont ainsi empêché le Japon de devenir maître de ces archipels et d'en faire comme un écran entre l'Amérique et la Chine.

Négligeant l'Australie qui n'a que trois ou quatre mille Japonais et les îles de la Sonde où ils sont quelques milliers, nous ne nous arrêterons qu'aux Philippines et aux Hawaï. En 1903, les Philippines sur 330.000 kilomètres carrés avaient moins de 8 millions d'habitants, c'est-à-dire 23 habitants par kilomètre carré ; d'autre part, le climat conviendrait aux Japonais ; mais ils sont écartés par l'hostilité américaine et la concurrence des Chinois qui, moins nombreux qu'on ne l'a cru longtemps, dépassent cependant cent mille ; trois ou quatre mille Japonais seulement résident aux Philippines. Les Hawaï, au contraire, nous montrent l'importance que prend l'immigration japonaise

dans une région par ailleurs favorable lorsque l'immigration chinoise est entravée. Les Hawaï sont aujourd'hui un pays de population jaune ; l'impossibilité de recruter des travailleurs indigènes pour les exploitations agricoles avait rendu nécessaire le recours à la main-d'œuvre étrangère. On adopta le système de l'immigration par contrat pour un temps déterminé, les frais de transport étant partagés entre le gouvernement et les planteurs. Ce fut aux Chinois qu'on s'adressa d'abord ; il en vint fort peu de 1852 à 1864 : mais de 1864 à 1886 arrivèrent 28.000 Chinois. Le gouvernement chinois ayant élevé des réclamations au sujet de l'exécution des contrats et les Chinois immigrés tendant à délaisser l'agriculture pour le commerce qu'ils accaparaient, l'immigration chinoise fut interdite en 1892 ; exception fut faite par la loi du 23 avril 1896 pour les Chinois qui se spécialiseraient dans la culture ou le service domestique, tout commerce leur étant défendu. Au terme de leur contrat, la plupart des Chinois étaient demeurés aux Hawaï ; de 18.000 en 1884, ils étaient 22.000 en 1896. On se tourna alors vers l'immigration blanche ; elle était très onéreuse, il fallut y renoncer. On s'adressa donc au Japon : des accords furent conclus en 1875 et en 1886 ; les Japonais commencèrent à affluer en 1885. En 1896, sur 110.000 habitants, il y avait 40.000 Hawaïens ou métis, 24.000 Japonais (dont 5.200 femmes), 22.000 Chinois (dont 2.500 femmes) et 24.000 individus de race blanche ; en 1900, 87.000 Japonais et Chinois font face à 30.000 Hawaïens et à 30.000 blancs. Si, sur la population des

Hawaï qui est aujourd'hui de 154.000 habitants (dont 46.000 femmes seulement), on ne tient compte que de la population mâle de plus de dix-huit ans, on voit que les Chinois au nombre de 20.000 représentent plus de 23 p. 100 et les Japonais au nombre de 43.000 près de 52 p. 100. Le gouvernement américain, hostile à l'immigration jaune, a établi une taxe sur les immigrants; il songe à attirer des Portugais, des Italiens et même des Russes, dit-on; d'ailleurs l'émigration japonaise aux Hawaï diminue d'intensité: le gouvernement japonais fixe maintenant par avance et chaque année le nombre d'émigrants qu'il autorise à aller aux Hawaï, et cela sur la demande du gouvernement américain. Pour beaucoup de Japonais, en effet, les Hawaï ne sont qu'une escale, une étape vers les Etats-Unis; ils y restent juste le temps nécessaire pour apprendre l'anglais et un métier et, de là, passent aux Etats-Unis qui jusqu'ici ne pouvaient guère les écarter puisqu'ils venaient d'un territoire américain; ce n'est qu'à la suite de l'incident des écoles de San-Francisco que l'Amérique, par inégale compensation à la consécration des droits des Jaunes établis aux Etats-Unis, affirma son droit d'écarter, lorsqu'elle le jugerait nécessaire, les Japonais même venus d'un territoire américain comme les Hawaï ou la zone du canal de Panama, et cela, avec l'assentiment au moins tacite du Japon.

Pourquoi les Japonais désirent-ils donc si vivement aller en Amérique? Les raisons ne manquent pas: recherche des hauts salaires, désir de se former au contact

de la civilisation occidentale, etc., etc. ; mais on n'attribue généralement pas assez d'importance à ce fait que l'émigration japonaise manque de débouchés ; en Asie et en Océanie, partout elle se heurte au Chinois ; elle a essayé de se porter en Amérique où les ressources sont immenses et où l'on écarte les Chinois. Pour éloigner les Japonais des Etats-Unis, des Américains n'ont-ils pas proposé d'accorder le libre accès aux Chinois ? ceci écartera cela. Aux Etats-Unis, au Canada, dans l'Amérique Centrale comme dans l'Amérique du Sud, les Japonais visent surtout à occuper le versant du Pacifique ; sans les prohibitions législatives, le grand Océan deviendrait vite une mer japonaise. C'est ainsi qu'au début du xx^e siècle, alors qu'il n'y avait pas 25.000 Japonais aux Etats-Unis, la Californie en comptait 10.000, Washington 5.600, Oregon 2.500, Montana 2.400, Idaho 1.300, l'ensemble des autres Etats ayant moins de 2.000 Japonais. De 1885 à 1889, 800 Japonais à peine vinrent aux Etats-Unis ; la période 1890-94 en amena déjà 4.000 ; l'immigration chinoise était alors enrayée. En 1900, les Etats-Unis avaient déjà 25.000 Japonais ; de 1901 à 1905, 64.000 Japonais arrivèrent et, fait important à noter, dans les années 1902 et 1903, il était venu près de 8.000 femmes. On sait quel grave conflit fut provoqué par cet afflux de Japonais ; à la suite de longues négociations, tout en affirmant pour ses nationaux le droit d'être traités comme tous autres étrangers, le Japon, par son action sur les compagnies de navigation, par le refus de délivrer des passeports à desti-

nation des Etats-Unis, par la limitation du nombre des départs pour les Hawaï a consenti, en réalité, à détourner ses émigrants des Etats-Unis.

Quand les relations avec les Etats-Unis devinrent moins bonnes, on opposait aux sentiments hostiles des Etats-Unis l'hospitalité et la générosité du Canada. « Pour bâtir les villages du Nouveau Japon, le Canada est une terre d'espérance » ; des terres immenses à peine peuplées, des mines, des forêts, des pêcheries ; la loi du 1^{er} janvier 1904 qui oblige tout immigrant chinois à payer 500 dollars a écarté le plus dangereux rival. Les Japonais eurent tôt fait de se répandre au Canada ; ils étaient maîtres d'hôtel, employés dans les hôtels, travaillaient dans les camps de bûcherons, dans les scieries de bois, sur les chantiers de chemins de fer ; naturalisés sujets britanniques, s'ils le voulaient, après trois ans de résidence, ils pouvaient obtenir des licences de pêcheurs ; déjà, un tiers des pêcheurs sont des Japonais. Le 13 juillet 1907, le *Times* annonçait que 3.000 Japonais allaient être amenés au Canada pour travailler au Grand Trunk Pacific. La Colombie britannique, où ils sont concentrés, avait 10.000 Japonais à côté de 12.000 à 15.000 Chinois et de quelques milliers d'Hindous. Devant la formation de colonies asiatiques compactes, le mouvement antiasiatique ne tarda pas à éclater. Trois fois, la législature provinciale, en Colombie britannique, établit une taxe de 500 dollars sur chaque immigrant japonais ; mais en vain devant l'opposition du gouvernement du Dominion. Alors, en Colombie, on s'efforça de rendre

la vie intenable aux Japonais ; des émeutes éclatèrent à Vancouver ; à l'unanimité, le Congrès des Trade and labor unions du Canada, réuni à Winnipeg, le 18 septembre 1907, invita le gouvernement canadien à demander à l'Angleterre l'abrogation du traité aux termes duquel les Japonais sont autorisés à entrer au Canada. Les troubles antijaponais de Vancouver furent appris avec plaisir par les Etats-Unis, heureux de voir le Canada et par contre-coup l'Angleterre obligés de suivre une politique analogue à la leur à l'égard des immigrants asiatiques.

Devant un tel accueil des Anglo-Saxons, faut-il s'étonner que les Japonais tentent maintenant fortune au Mexique et dans l'Amérique du Sud ? De ce côté, leurs premiers essais sont assez bien accueillis ; mais on ne saurait se prononcer encore : les Japonais y sont très peu nombreux et les difficultés ne surgiront qu'avec leurs succès ; le jour où s'affirmera leur richesse ou leur influence dans ces pays si jaloux des étrangers, l'anti-japonisme éclatera plus violent peut-être que partout ailleurs. Mais cette éventualité appartient à l'avenir ; actuellement, le Mexique, le Pérou, l'Argentine, le Brésil ont des terres immenses et d'abondantes ressources, mais ils manquent de capitaux et de main-d'œuvre : ce serait une solution élégante, bien de nature à séduire les Sud-Américains, que d'attirer les capitaux d'Occident et les travailleurs d'Asie et de prélever sur tous deux un honnête courtage. Depuis décembre 1906, le Mexique a reçu environ un millier de Japonais ; mais ici les difficultés viendront vite ; du Mexique, il est trop

facile de pénétrer en fraude aux Etats-Unis et sur la demande de ceux-ci le Mexique sera bientôt amené à prendre à l'égard des Japonais des mesures analogues à celles que récemment et pour le même motif le Canada prit à l'égard des Chinois. Vers l'Amérique du Sud, l'exode est fort bien dirigé ; on songe à établir des consulats japonais dans toutes les républiques de l'Amérique du Sud ; jadis pour y venir de l'Extrême-Orient il fallait passer par les Etats-Unis : grâce aux bons offices du gouvernement, une compagnie d'émigration, la Toyo Kisen Kaisha, vient d'établir un service direct avec l'Amérique du Sud. Cette ligne japonaise trouve un important surcroît de trafic grâce à la présence de 25.000 Chinois au Pérou. Cependant, au Japon une forte réclame est faite pour diriger les immigrants vers l'Amérique du Sud et notamment vers le Pérou dont le gouvernement faible, dit-on, n'osera jamais entrer en lutte avec le Japon sur la question de l'immigration. En 1899, 800 Japonais sont arrivés à Callao ; en 1903, il en est venu 1.100 ; à la fin de 1906, 800 ; en janvier 1907, 200. Le Chili qui manque de main-d'œuvre et surtout d'ouvriers agricoles a entamé des négociations avec le Japon ; le gouvernement offre à chaque colon des terres, des instruments et un traitement mensuel pendant la première année ; il fait en outre valoir les ressources qu'offrent aux Japonais 3.000 milles de côtes très poissonneuses et dépourvues de pêcheurs. Le traité de commerce conclu entre le Japon et le Chili et ratifié en juin-septembre 1906 assure dans son article 3 aux sujets et citoyens des deux

pays la liberté de naviguer, de louer des maisons, de commercer. La Toyo Kisen Kaisha a décidé de prolonger sa ligne Callao jusqu'au Chili ; elle y transporte des travailleurs et en rapporte du nitrate de soude ; un premier convoi est arrivé à Iquique le 1^{er} septembre 1907. Dans la même intention, un traité de commerce a été signé entre le Japon et le Brésil et il a été décidé que la Toyo Kisen Kaisha prolongerait sa ligne de Callao par Valparaiso et Buenos-Ayres jusqu'au Brésil.

Sur ces diverses tentatives il serait prématuré de porter un jugement. Toutefois il convient de rappeler que les Etats riverains de l'Atlantique préfèrent les travailleurs européens ; que même sur le Pacifique l'immigration chinoise longtemps tolérée et favorisée s'est vu soudain proscrire ; que la doctrine de Monroë qui a empêché les nations européennes d'établir en Amérique des sphères d'influence a sans doute étendu son champ d'application lorsque l'escadre américaine passait dans le Pacifique.

CHAPITRE IV

Si l'on se place uniquement au point de vue de la statistique, le premier rang revient de loin à l'émigration chinoise. C'est là un fait bien connu dont on a même exagéré l'importance ; les plus récentes études de démographie s'efforcent de dissiper ce mirage qui montrait le monde envahi par les Chinois. Nous manquons encore de

statistiques précises ; il ne saurait s'agir le plus souvent que d'évaluations variant du simple au double ou au triple et parfois plus encore. Il faut d'ailleurs tenir compte que parmi les émigrants chinois, beaucoup reviennent en Chine après avoir passé à l'étranger une partie de leur vie et qu'un grand nombre d'autres s'en vont chaque année dans les régions voisines : Mandchourie, Transbaikalie, Philippines, comme ces Italiens qui vont chaque saison travailler en Amérique. E. et O. Reclus admettent que l'émigration chinoise annuelle porte sur 100 à 125 mille individus dont les deux tiers ou les trois quarts finissent par rentrer au pays natal ; c'est là un fait d'une grande importance pour la rénovation de la Chine : avec ce reflux, c'est la civilisation occidentale qui pénètre la Chine, une civilisation occidentale plus sympathique et plus assimilable parce qu'apportée par des Chinois eux-mêmes.

Il y a bien des siècles que les Chinois ont commencé à se répandre dans les terres limitrophes ou les îles voisines et leurs colonies d'Asie ou d'Océanie étaient déjà considérables quand la « traite » vint transporter les Chinois en des contrées plus lointaines.

Encore que l'émigration fût rigoureusement interdite, les populations hardies et commerçantes du littoral n'en commençaient pas moins la conquête économique des îles du Pacifique. L'histoire des colonies hollandaises et espagnoles nous montre avec l'importance de l'immigration chinoise les craintes et les haines qu'elle provoquait. Dans les îles de la Sonde aux ressources abondantes mais au

climat déprimant, le Chinois est indispensable ; la Compagnie des Indes qui se servait des Chinois limitait leur nombre et entravait leur activité ; au xvii^e siècle, à Java, ils doivent obtenir un permis de séjour ; les officiers de justice ont le droit d'arrêter tout Chinois déclaré suspect ; en 1740, dix mille Chinois sont massacrés. Aux Philippines, de même, les Espagnols se rendirent vite compte que les Chinois étaient nécessaires à la prospérité des îles : les Jaunes affluaient, mais leur prospérité provoquait la haine des Espagnols et des indigènes ; alors, on les accable de taxes, on les expulse ; parfois ils se soulèvent, souvent on les massacre ; avec les Chinois, disparaît l'activité économique ; bientôt, on les rappelle et l'histoire recommence sur le même rythme régulier et tragique : en 1603 et 1605, expulsion et massacre ; en 1663, massacre ; en 1709, expulsion ; en 1763, massacre ; en 1804, expulsion ; en 1819, massacres.

De nos jours encore, la Chine a ses plus considérables établissements en Asie et en Océanie. Il semble bien que plus des trois quarts de l'émigration chinoise sont demeurés sur le continent asiatique ; l'émigration chinoise a une double caractéristique : elle agit par masse et s'écarte le moins possible de l'Empire, d'où sa grosse valeur politique et économique. En suivant les bassins fluviaux, les Chinois se sont très fortement établis au nord et au sud de l'Asie. C'est dans les régions septentrionales, en dehors de la Grande Muraille, en Mongolie, en Mandchourie et dans le Kansou extérieur que l'on trouve la plus nom-

breuse colonie : MM. Reclus parlent de 13 millions de Chinois ou de descendants de Chinois ; encore que cette évaluation paraisse beaucoup exagérée, peut-être de moitié, la prédominance des Chinois au Nord n'en subsiste pas moins ; c'est elle qui est la cause profonde de l'échec de l'expansion russe et des déceptions qu'éprouvent les Japonais dans leurs tentatives de colonisation. « La riche et vaste province mandchourienne, écrivait M. P. Doumer, est un incomparable pays de colonisation. » Malgré un climat extrême, sur cette terre fertile couvrant près d'un million de kilomètres carrés, une nombreuse population peut vivre aisément, notamment dans le Sud. Non seulement, la terre suffit à la consommation locale, mais encore elle fournit à l'exportation des céréales et du bétail. La colonisation chinoise très active procédant graduellement du Midi a absorbé les Mandchoux autochtones ; une race vigoureuse, laborieuse, excellant aux travaux agricoles, dit M. Vauthier, a fait de cet immense territoire une province chinoise. Aussi hardie que lente, l'infiltration chinoise se fait sentir plus loin encore jusque dans les provinces russes à l'Est du lac Baïkal ; dès 1896, à Vladivostok, à côté d'une centaine d'Européens il y avait cinq ou six mille Chinois. Agriculteurs, ils surmontent les difficultés climatologiques ; artisans, ils monopolisent les divers métiers urbains ; en 1898, il y avait 21.000 Chinois sur le territoire de l'Amour et 18.000 dans la province du Littoral ; beaucoup de Chinois travaillent autour de Vladivostok qui vont chaque année passer l'hiver dans le

Chantoung dont presque tous sont originaires. Il faut noter en outre la présence en territoire russe d'un contingent relativement important d'Asiatiques, susceptibles d'être facilement assimilés si l'émigration chinoise venait à se développer dans cette direction ; 20.000 Mongols, dits Kalmycks, habitent les montagnes de l'Altaï ; dans le gouvernement d'Irkoutsk, 400.000 Bouriates, bouddhistes et Mongols de race, vivent près de la frontière chinoise ; dans la vallée de la Selenga, la race jaunè prédomine, dans l'ensemble de la Transbaïkalie, les indigènes presque tous bouddhistes, forment près du tiers de la population. Il y a donc vraiment, on le voit, les éléments d'une emprise chinoise sur le Nord-Est de l'Asie ; aussi le Japon se hâte-t-il dans son mouvement d'expansion : maître de la Corée d'où il refoule les Chinois, il essaye de pousser ses nationaux à travers la Mandchourie et dans sa marche de l'Est à l'Ouest il rencontre les Chinois qui s'élèvent du Sud au Nord.

De même que dans les régions septentrionales, les Chinois ont peu à peu conquis le Sud de l'Asie par la culture, le commerce et la civilisation ; descendant du Yunnan et du Setchouen en Indo-Chine, ils rejoignent dans le Siam leurs compatriotes arrivés par mer. Combien y a-t-il de Chinois en Indo-Chine ? L'Annam en a 5.000 environ, le Tonkin 40.000 ; la Cochinchine en aurait un plus grand nombre, 60.000 d'après les uns, 92.000 suivant d'autres. MM. Reclus évaluent à 160.000 le nombre des Chinois résidant au Cambodge, ce qui donnerait, en y joignant

ceux du Laos, près de 300.000 Chinois pour l'ensemble de notre colonie. Dans le Siam, ils sont plus nombreux sans doute, mais on manque de renseignements exacts ; Aymonier parle de 2 millions de Chinois ; on en admet généralement un million et demi ; Brenier, le directeur de la Mission Lyonnaise, parle d'un million de Chinois et croit ce nombre supérieur à la réalité. Mais c'est ailleurs encore, dans la presqu'île de Malacca, que la colonisation chinoise a trouvé son plus grand succès ; la ténacité, l'intelligence, les aptitudes commerciales des Chinois ont fait merveille en ces régions ; leur victoire a été complète : ils y ont conquis la supériorité numérique, la richesse et l'influence. Dans les Etablissements des Détroits et les protectorats anglais de la presqu'île de Malacca, il y a sur 1.250.000 habitants, 115.000 Hindous, 537.000 Malais et 581.000 Chinois ; si, laissant de côté les protectorats, on ne considère que les territoires anglais, on voit que, de 1891 à 1901, le nombre des Hindous est passé de 54 à 57 mille, celui des Malais de 213 à 215 mille et celui des Chinois de 228 à 282 mille. A Singapour, leur hégémonie est assurée. « Sans eux, écrivent MM. Reclus, tout le mouvement industriel et commercial s'arrêterait dans cet énorme emporium ». A Hong-Kong, il y a plus de 200.000 Chinois ; au point de vue démographique, Formose est chinoise. Par contre, dans le reste de l'Asie, la Birmanie anglaise exceptée, il y a peu de Chinois ; parmi les musulmans chinois venus en pèlerinage à la Mecque, un certain nombre s'est installé en Arabie.

La grande importance des établissements chinois du sud de l'Asie s'accroît encore par la présence de 500.000 Chinois installés au large de la presqu'île de Malacca dans les riches îles de la Sonde. En 1838, il y avait à Java 100.000 Chinois ; le recensement de 1890 donnait pour la population de Java et de Madura 234.000 Chinois ; en 1880 on estimait le nombre total des Chinois dans les îles de la Sonde à 344.000 ; en 1895, à 460.000 ; en 1900, il atteignait 537.000 dont 277.000 pour Java. Dans les Indes Néerlandaises comme dans la presqu'île de Malacca, leur situation est à l'abri de toute concurrence. Les autres colonies chinoises de l'Océanie sont loin de présenter une égale importance. Combien sont-ils aux Philippines ? jadis on les croyait très nombreux et l'on parlait de 250.000 Chinois ; de récents auteurs ne parlent plus que de 20.000 Chinois : plus généralement, on admet que leur nombre, métis compris, ne dépasse pas 100.000 ; d'ailleurs les Américains empêchent les Chinois de venir s'installer aux Philippines. Dans les îles Hawaï dont nous avons déjà parlé, ils sont environ 26.000. En Australie, leur nombre (qui n'a jamais été grand) s'est réduit par l'effet de la législation antichinoise ; en 1890-1891, ils étaient 33.000 environ, dont 4.000 en Nouvelle-Zélande et 15.000 dans la Nouvelle Galles du Sud. Actuellement encore, c'est à peu près là leur nombre ; M. Pierre Leroy-Beaulieu parle de 33.000 Chinois en Australie et de 3.000 en Nouvelle-Zélande. Dans le reste des îles du Pacifique et de la mer des Indes, ils ne sont pas 25.000.

Si l'expansion naturelle des Chinois a fondé ces puissantes colonies d'Asie et d'Océanie, la traite a mené les Chinois plus loin encore, en Afrique et surtout en Amérique. A la fin du ^{xix}^e siècle, à peine y avait-il 10.000 Chinois répandus dans l'île Maurice, à la Réunion, à Madagascar ; mais, dans ces dernières années, l'introduction des Chinois dans les mines du Transvaal a attiré près de 75.000 coolies. C'est en Amérique que la traite a le plus vivement fait sentir son action. Ce sont les Etats-Unis qui aujourd'hui encore possèdent la plus importante colonie chinoise ; le courant d'émigration jaune s'amorça au début de la seconde moitié du ^{xix}^e siècle ; de 1855 à 1860, la moyenne annuelle des arrivées est de 4.500 ; de 1860 à 1865, de 6.500 ; de 1865 à 1870, de 9.000 ; de 1870 à 1874, de 13.000 ; en 1875, il en vient 16.000 ; en 1876, 22.000. A ce moment la crainte de voir les Etats du Pacifique conquis par les Jaunes fut vraiment fondée ; à la suite de négociations diplomatiques et de lois prohibitives, le chiffre des arrivées tomba à 5.000 en 1880. Tenace et frauduleuse, l'immigration chinoise se joua des mesures législatives ; le chiffre des arrivées remonte à 14.000 en 1881 et atteignit près de 40.000 en 1888. Des troubles éclatèrent : les lois de 1882 et 1884 vinrent mettre un terme à cette invasion ; non seulement le chiffre annuel des immigrants est très réduit, inférieur à 500 de 1884 à 1890, mais une contre-immigration ramène chaque année en Chine plus de 10.000 Célestes écartés par la loi ou terrifiés par les séditions populaires ; de 1890 à 1903, il ne vient guère plus de 2.000 Chinois par

an. Ce qui avait effrayé dans l'immigration chinoise, c'était moins le chiffre absolu des immigrants que leur concentration dans les Etats du Pacifique ; aujourd'hui encore, il y a près de 50.000 Chinois en Californie, 10.000 dans l'Oregon, 4.000 dans le Washington, 3.000 dans l'Alaska et 20.000 à peine éparpillés dans les grandes villes du reste de l'Union. Ecartés des Etats-Unis, les Chinois essayèrent de se porter au Canada qui leur offrait les mêmes ressources, mais ils y rencontrèrent vite les mêmes troubles et les mêmes lois prohibitives ; le Canada a moins de 17.000 Chinois, pour la plupart dans la Colombie britannique. Les autres colonies chinoises d'Amérique sont nettement en décadence ; Cuba et Puerto-Rico, qui en 1880 comptaient 110.000 Chinois, n'en ont plus 50.000 ; au Pérou, où ils furent 70.000 « au beau temps du guano », ils sont 25.000 environ ; le Brésil qui avait espéré les voir cultiver son sol et les haït dès qu'il les vit se tourner vers le commerce, n'en a sans doute pas 20.000 ; il y en a 5.000 au plus dans les autres contrées de l'Amérique du Sud ; ils sont un millier au Mexique qui fait bon accueil aux Asiatiques pour assurer l'exploitation de ses mines et de ses haciendas ; les Petites Antilles ont au plus 10.000 Chinois et la Guyane anglaise 4.000.

CHAPITRE V

Comme suite à ce bref exposé de la répartition des Asiatiques dans le monde, on remarquera que les Chinois, en Asie, et les Hindous en Afrique ont d'amples et convenables débouchés ; le Japon au contraire est dans une situation plutôt délicate devant la conquête par les Américains des archipels du Pacifique : les raisons démographiques le poussent plus que toute autre nation de l'Extrême-Orient vers le commerce et l'industrie, c'est là sa vocation nécessaire. En outre, considérant dans son ensemble l'émigration asiatique, on notera qu'elle n'a fait œuvre durable que lorsqu'elle s'est portée dans les régions tropicales et surtout lorsqu'elle est restée en Asie ou dans les îles voisines ; si l'on met de côté la tentative de submersion des régions californiennes, on reconnaîtra que l'émigration asiatique a eu pour principal effet la conquête par les Jaunes de la majeure partie de l'ancien continent. C'est là certes un fait de la plus grande importance ; il y a loin cependant de cette expansion normale à ces invasions jaunes dont on nous a menacés. Déçus, certains visionnaires en ont appelé à l'avenir. Est-il vrai que le flot de l'émigration asiatique doive un jour devenir torrent ? est-il exact que l'influence des causes qui poussent les Asiatiques hors de leurs pays doive s'accroître sans limite ? En sens contraire, est-il juste dans l'appréciation du rôle politique et économique de l'émigration asiatique de s'en

tenir uniquement au chiffre des immigrants relativement faible pour n'y voir qu'un fait de second ordre dont on s'est plu à exagérer l'importance en vue d'intérêts plus ou moins élevés ? C'est sur cette double appréciation des causes et des effets de l'émigration asiatique que vont maintenant porter nos recherches.

LIVRE II

ÉCONOMIE POLITIQUE ET SOCIOLOGIE

PREMIÈRE PARTIE

DES CAUSES DE L'ÉMIGRATION ASIATIQUE

Les causes de l'émigration, si l'on met à part les cas exceptionnels de troubles politiques ou de persécutions religieuses, sont avant tout d'ordre économique. L'émigration est le signe et l'effet d'une situation économique désaccordée dans laquelle les divers éléments en présence : population, capital, travail, n'ont pas eu un égal développement et où, l'équilibre s'étant rompu au profit de la population et au détriment du capital et de l'activité commerciale et industrielle, il faut qu'une partie des hommes s'en aille pour qu'un bon agencement des divers facteurs économiques puisse se rétablir. Si nous voulons savoir quelles sont les causes de l'émigration asiatique et mesurer l'intensité avec laquelle elles semblent devoir agir dans l'avenir, il nous faut rechercher successivement quelle est

la situation respective de l'Inde, du Japon et de la Chine au point de vue de leur population, de leurs ressources agricoles et minières, de leur approvisionnement en capitaux, de leur activité commerciale et industrielle, de leurs charges budgétaires. Nous devons évidemment nous borner aux renseignements strictement indispensables.

CHAPITRE PREMIER

L'Hindoustan, y compris le Népal, le Bhoutan, les Etats indépendants de l'Himalaya et Ceylan, mais sans la Birmanie, a 3.820.000 kilomètres carrés environ (1). Négligent ses annexes extérieures qui lui sont rattachées politiquement, mais n'en font partie ni au point de vue géographique ni au point de vue ethnique, on voit que l'Inde véritable n'a guère que 3.300.000 kilomètres carrés. Sur ce territoire vivent près de 300 millions d'habitants, ce qui donne une densité kilométrique supérieure à 85. La population de l'Inde s'accroît rapidement; en 1800, les statisticiens donnaient à la Péninsule une centaine de millions d'habitants; le premier recensement officiel,

(1) Cf. X., Les Indes anglaises, *Correspondant*, 25 mai et 10 juin 1908; W. J. Bryan, *British Rule in India*; Sir H. Cotton, *New India*, Londres, 1908; G. J. O'Donnell, *The causes of present discontents in India*, Londres 1908; W. Inglis le Breton, Les chemins de fer de l'Inde, *Rec. éc. internat.*, septembre 1904; Elisée Reclus, *Géographie universelle*, t. VIII; Lettre d'Angleterre dans l'*Ec. fr.* (notamment, 15 septembre et 13 octobre 1906 et 29 août 1908).

celui de 1871, dénombra 194 millions d'habitants ; celui de 1881, 256 ; celui de 1891, 290 ; celui de 1901, 295 ; l'irrégularité de l'accroissement de la population dans ces diverses décades s'explique par l'action des famines. L'Inde est donc bien plus peuplée que la plupart des Etats européens ; mais la répartition de la population importe plus encore que son chiffre absolu. L'Inde a dans l'Ouest d'immenses étendues désertes et inhabitables, notamment dans les régions du Radjpoutana et du Sindh ; d'autre part, la grande plaine triangulaire du Nord que forment les bassins inférieurs du Gange et de l'Indus possède, malgré des espaces arides, beaucoup plus d'habitants (les huit treizièmes environ de la population totale) que la région plus étendue des plateaux et des montagnes du Midi. Chaque présidence, chaque province a des districts agricoles surpeuplés où la densité atteint trois, quatre, cinq cents habitants par kilomètre carré, parfois plus encore. L'Inde a donc une très forte population très inégalement répartie ; à ce premier caractère, il faut en ajouter un autre : l'Inde a peu de villes ; c'est une nation éminemment agricole. Le recensement de 1891 entreprit de donner une répartition de la population par profession : il indiquait que les trois cinquièmes de la population (176 millions d'habitants) étaient adonnés à l'agriculture ; le dénombrement de 1901 montre qu'on avait dû rester plutôt en dessous de la réalité puisqu'il estime que 196 millions d'habitants (sur moins de 300 millions) vivent directement des produits du sol et que, d'autre part, sur les 18 millions d'hommes rangés sous la

rubrique : ouvriers, un grand nombre se livrent aux travaux des champs. D'après MM. Reclus, en 1872, l'Inde avait plus de 240.000 villages ayant moins de 200 habitants ; 200.000 ayant 200 à 1.000 habitants et 35.000 bourgs de 1.000 à 3.000 habitants ; dans bien des bourgs, chaque maison a son jardin et l'agriculture reste l'occupation presque exclusive de tous. Sur ce vaste continent, 28 villes à peine dépassent 100.000 habitants. Si nous réunissons en un groupe les cinq plus grandes villes de l'Inde. Calcutta (848.000), Bombay (776.000), Madras (509.000), Hyderabad (448.000), Lucknow (264.000), on voit que l'accroissement de population de ce groupe est très lent, signe d'une faible industrialisation : elle a passé de 2.560.000 habitants en 1881 à 2.771.000 en 1891 et à 2.845.000 en 1901.

L'appréciation de la situation économique de l'Inde se confond donc dans une large mesure avec l'appréciation de sa situation agricole ; et cette dernière peut s'exprimer ainsi : une agriculture prospère et des agriculteurs misérables. Il est facile de justifier le premier terme de ce jugement ; il suffit de considérer la composition du commerce extérieur hindou ; un tableau donnant la part proportionnelle des divers articles dans le commerce extérieur pour l'année 1892, peut être retenu comme représentant l'état normal et régulier des choses. A l'importation, les objets d'alimentation représentent 6, 7 0/0 du total ; les matières premières, 11,3 ; les objets fabriqués 82. A l'exportation, au contraire, les objets d'alimentation constituent 42,7 ; les matières-premières 44,6 ; les objets fabri-

qués 12,7. Et les exportations sont régulièrement et de beaucoup supérieures aux importations. En 1904-1905, les premiers rangs à l'exportation étaient occupés par le riz (13 millions de livres st.), le froment (12,4), le coton (11,6), le jute, l'opium, le thé, etc., en 1906-1907, par le jute (près de 18 millions de l. s.), le coton (14,6), le riz (12,4), les peaux (10,2), etc. Et c'est là une situation constante ; au jour des pires famines, l'Inde contribuait largement à nourrir le monde ; lors de la famine de 1877 qui fit périr 4 millions d'hommes, Calcutta regorgeait de grains à destination de l'étranger.

Il suffit de prononcer le mot de famine pour rappeler l'atroce misère des paysans hindous. La faim tue l'Hindou au seuil du bazar plein de grains ; est-ce l'effet de lois économiques ? des auteurs anglais ont prétendu que l'Inde vérifiait les lois de Malthus ; mais comment dire que le manque de subsistances vient enrayer un excessif développement de la population alors que chaque année les récoltes et l'or de l'Inde affluent dans la Cité ? Ne vaut-il pas mieux rechercher si l'administration anglaise ne constitue pas l'anneau intermédiaire de cette chaîne dont le premier est l'abondance et le troisième la famine ? Car c'est bien ainsi que le problème se pose : agriculteurs misérables, agriculture prospère. Depuis la grande famine de 1871 qui tue 10 millions d'individus dans le Bengale et le Béhar, on compte jusqu'en 1883 vingt et une grandes famines et le fléau n'a fait depuis lors qu'augmenter de fréquence et de violence. Le salaire moyen du cultivateur

hindou, suivant certains auteurs, est de 60 centimes par jour ; de 30 centimes dans le Behar et le Bengale ; dans le pays d'Orissa, d'après W. Hunter, une différence de inq centimes par jour sépare la pauvreté du dénuement. En 1893, Thornburn, commissaire financier du gouvernement du Punjab, écrivait déjà que la classe des paysans était *abready ruined beyond redemption*, irrémédiablement ruinée. Les Hindous qui reçoivent l'argent des œuvres de protection ou de charité trouvent toujours des vivres à acheter. A propos de la famine de 1900, sir W. Wederburn écrit : « Il y avait abondance de vivres à vendre à des prix qui n'avaient rien d'excessif... Il existait dans le district d'Ahmedabad assez de grains pour durer une couple d'années. La famine n'était pas une famine de vivres, mais une famine d'argent et de crédit, et l'unique cause de mortalité a été la misère absolue, totale des victimes... Le mal réel dont souffrent les Indes est la misère chronique des masses... Une mauvaise récolte est simplement la poussée qui les envoie dans l'abîme. » Et cette situation que l'Inde n'a jamais connue aussi terrible dans le passé s'aggrave sans cesse. Donald Smeaton, ancien membre du conseil du vice-roi, écrit en 1904 dans *A Future for India* : « Le taux de la mortalité augmente régulièrement ; de 21 p. 1000 en 1880, il a passé à une moyenne de 32 p. 1000 de 1882 à 1890 pour s'élever à 40 p. 1000 en 1900. »

Et cependant chaque année la balance du commerce est favorable à l'Inde ; en 1875-1876, l'excédent des exportations

sur les importations est de 20 millions et demi de livres sterling ; en 1881-1882, de 22 millions et demi de livres sterling ; en 1887-1888, de 10 millions de livres sterling ; en 1901-1902 et 1902-1903, de 17 et 19 millions de livres sterling ; en 1905-1906, de 21 millions et en 1906-1907 de 13 millions de livres sterling ; la statistique des entrées et sorties de métaux précieux ne ferait que confirmer l'impression donnée par l'examen de la balance du commerce que l'Inde s'enrichit régulièrement et rapidement. Il semblerait naturel que la formation et l'accumulation des capitaux dans l'Inde provoquent le développement de l'industrie, la hausse des salaires et accroissent le pouvoir d'achat des masses hindoues. Or, à peu près rien de tout cela ne se produit ; pourquoi ? dans l'impossibilité d'exposer et de critiquer en quelques mots l'administration anglaise de l'Inde, nous nous bornerons à attirer l'attention sur trois points seulement : l'impôt foncier, l'armée et le drainage de l'or.

Avant la domination anglaise, l'impôt foncier consistait généralement en une part en nature du produit du sol ; cette part était réglée par la coutume et perçue par une sorte d'administration collective que possédait chaque village. Les Anglais lui ont substitué une taxe élevée, payable en argent, qu'ils demandent directement au paysan et perçoivent avec la dernière rigueur. Dans l'ensemble des budgets, l'impôt foncier représente plus du quart du chiffre total des recettes ; au budget 1907-1908, l'impôt foncier était prévu pour plus de 20 millions de livres ster-

ling sur environ 75 millions de recettes ; en certaines années, l'impôt foncier a fourni plus du tiers des recettes, donnant un rendement de 21 millions en 1872, de 22 millions en 1882-1883, de plus de 23 millions en 1887-1888. En avril 1907, à la Chambre des Communes, le secrétaire d'Etat pour les Indes reconnut que 50 p. 100 du revenu net était le taux moyen d'imposition frappée au titre de l'impôt foncier *seul* et que ce taux atteignait 65 p. 100 dès que les circonstances le permettaient. Très élevé, cet impôt foncier est perçu avec une rigueur extrême.

En 1893, M. A. Rogers écrivait que « de 1880 à 1890 on avait vendu aux enchères, pour la perception de l'impôt foncier, les droits d'occupation sur 1.963.364 acres de terre qu'occupaient près de 844.000 délinquants » ; les trois cinquièmes de ces terres, faute d'enchérisseurs, durent être achetées par le gouvernement.

De 1883 à 1893, on vendit tous les biens du huitième de la population agricole de la province de Madras.

Si l'agriculture hindoue alimente largement le budget, une grosse partie des dépenses est faite en dehors de toute préoccupation des intérêts de l'Inde ; nous prendrons pour exemple l'armée hindoue. Cette armée, entretenue aux frais de l'Inde et où les Hindous ne peuvent généralement pas être officiers, a combattu pour l'Angleterre en Chine, en Arabie, en Egypte, à Malte (en 1878) et tout récemment au Transvaal. En 1878, les dépenses pour l'armée atteignent 16 millions et demi de livres sterling ; en 1882-1883, 17 et demi ; en 1887-1888, 21 millions de livres sterling.

Au budget 1907-1908, les dépenses pour l'armée sont prévues pour 19 millions et demi de livres sterling et celles concernant l'administration civile pour une somme égale : l'administration et l'armée absorbent ainsi près de 582 millions de roupies sur un budget de 1114 millions de roupies environ. Si l'on se reporte au tableau de distribution de l'armée permanente de l'Empire britannique pour l'année 1908-1909, on voit que l'Inde a plus de 234.000 hommes de troupes contre 133.000 en Angleterre sur un total général de 420.000. C'est en vain que les Hindous réclament la réduction de l'armée ; l'Angleterre est l'ennemi irréductible de la réduction des armements aux Indes.

D'autre part, les charges financières de l'Inde s'accroissent rapidement ; de 1878 à 1905, les dépenses ont passé de 59 à 83 millions de livres sterling ; pendant ce temps, la dette de l'Inde (consolidée et non consolidée) passait de 147 à 232 millions de livres sterling et atteignait près de 254 millions de livres sterling en 1907-1908. Actuellement, les Home Charges dépassent 18 millions de livres sterling dont 9.750.000 livres sterling servent au paiement des intérêts de la dette consolidée et de la dette des chemins de fer. Or, il n'y a aux Indes que 10 p. 100 de la dette publique des Indes ; et ce n'est pas le seul canal par lequel le capital formé par le travail des Hindous s'évade en Angleterre. Le service des pensions payées en Angleterre absorbe actuellement près de 4 millions et demi de livres sterling. Si l'on tient compte des envois d'argent faits en Angleterre par les particuliers ou les fonctionnai-

res, il est, dit-on, d'une évaluation modérée d'estimer à 30 millions de livres sterling le montant total des sommes que l'Angleterre tire chaque année des Indes.

L'Inde est donc bien une colonie d'exploitation. Toutefois, s'il est certain que l'administration britannique régit l'Inde au mieux des intérêts de la métropole, il faut reconnaître qu'elle entend jouer le rôle du bon tyran ; elle s'efforce, dans la mesure où le permettent les intérêts anglais, d'améliorer la situation économique de l'Inde : elle s'est également occupée de l'agriculture, des voies de communication, des mines, de certaines industries. Il serait injuste de traiter par prétérition cette partie de son œuvre.

L'Inde a de vastes étendues qui pourraient être conquises à l'agriculture soit par l'irrigation, soit par l'assèchement, soit par le défrichement de la jungle. L'administration anglaise s'est efforcée d'accroître le domaine cultivable. Pour mettre fin à la ruineuse coutume d'agriculteurs nomades qui brûlaient la forêt pour tirer facilement de ses cendres quelques récoltes, le gouvernement, dès 1860, a pris sous sa surveillance les pays forestiers et s'occupe de reboiser les régions sans culture ; MM. Reclus estiment qu'en 1883, grâce aux canaux d'irrigation, 12 millions d'hectares avaient été ajoutés au sol cultivable ; de 1868 à 1878, on a consacré plus de 260 millions de francs aux travaux de canalisation ; chaque année, des sommes énormes sont consacrées aux travaux publics. Mais les taxes d'irrigation sont excessives : le capital engagé dans les canaux du Punjab rapporte aux actionnaires plus de

10 p. 100 ; pour le canal de Chenab, ce bénéfice atteignit 22 p. 100.

L'Angleterre a beaucoup développé les voies de communication et surtout les chemins de fer. En 1850, il y avait en exploitation deux tronçons ayant respectivement 20 et 40 milles et partant l'un de Bombay et l'autre de Calcutta. La mutinerie de 1857 entrava leur développement ; en 1860, il n'y avait que 838 milles de voies ferrées ; en 1870, la longueur des lignes exploitées représentait 4.771 milles. Déjà, à la suite d'une longue polémique qui avait beaucoup retardé l'exécution des projets, le gouvernement s'était décidé à construire des chemins de fer d'Etat. Le réseau atteint, en 1880, 8.996 milles ; en 1890, 16.404 ; en 1900, 24.752 ; en décembre 1903, près de 27.000 milles étaient en exploitation, qui avaient coûté 228 millions de livres sterling environ. Au 30 avril 1907, l'Inde avait plus de 48.000 kilomètres de voies ferrées. Mais dans cette œuvre encore bien des dépenses ont été faites dans l'unique intérêt de la Grande-Bretagne ; beaucoup de lignes ont été construites dans un intérêt administratif et militaire ; sur 3.500 milles, le Bengal et North Western Railway a plus de 1.000 milles d'intérêt militaire.

En réalité, c'est le but égoïste que poursuit l'administration anglaise qui est condamnable ; toutes les mesures qu'elle prend par ailleurs ne peuvent être au mieux que des palliatifs. Que l'on considère l'industrie hindoue ; l'Angleterre la ruine d'abord en drainant les capitaux,

ensuite en refusant aux Hindous le droit de diriger à leur gré leur activité industrielle par l'établissement d'un régime douanier convenable. A la fin du xviii^e siècle et au début du xix^e, l'Inde tendait à devenir une nation industrielle. Ce sont les produits manufacturés qui ont d'abord attiré les Européens aux Indes, suivant la remarque de H. H. Wilson. « La renommée des fines mousselines du Bengale, des riches étoffes de soie et de brocart, des cotonnades aux tons harmonieux s'étendait en Asie aussi bien qu'en Europe. » A la fin du xviii^e siècle, une notable partie de la population était engagée dans l'industrie. Jusqu'en 1813, dit Henry Saint-Georges Tucker, les marchandises de soie et de coton des Indes se vendaient à un prix inférieur de 50 à 60 0/0 à celui payé pour les marchandises fabriquées en Angleterre. On établit alors des droits de 70 à 80 0/0. L'Inde, ne pouvant sauver ses industries à son tour par des tarifs prohibitifs, fut ramenée à l'état de pays agricole. Depuis lors, les diverses industries hindoues sont en pleine décadence : c'est l'Angleterre qui aujourd'hui fournit l'Inde de cotonnades, lesquelles par leur valeur (plus de 25 millions de livres sterling en 1906-1907) occupent le premier rang à l'importation dans l'Inde. — Là encore, l'Angleterre après avoir tari à sa source la vie industrielle de l'Inde, se rendant compte des inconvénients économiques et sociaux de cet état de choses, a essayé d'assurer un développement industriel qui fût complémentaire et non concurrent de l'industrie anglaise ; on a mis en valeur les ressources minières : puits

à pétrole, mines de charbon ; du côté de ces dernières l'entreprise a eu plein succès et les chemins de fer de la péninsule s'alimentent aujourd'hui à peu près exclusivement avec du charbon de provenance locale. On a favorisé le développement d'industries agricoles et de cultures industrielles ; le jute a conquis le premier rang à l'exportation ; on tente d'acclimater dans l'Inde le coton égyptien. Mais la plupart de ces entreprises, à l'exception de quelques filatures de coton et de quelques mines de charbon, appartiennent à des Anglais.

Non seulement par suite du drainage de l'argent, il y a insuffisance de capitaux dans l'Inde, mais encore les capitaux existants refusent de suivre l'impulsion anglaise ; le capitaliste hindou thésaurise et se refuse ainsi à souder ses intérêts à ceux des Anglais. M. Henry Dunesing Macleod estime que la thésaurisation a accumulé au moins 300 millions de livres sterling auxquels elle ajoute à peu près chaque année 11 millions de livres sterling (Cf. Lettre d'Angleterre, *Ec. fr.*, 29 août 1908). Par suite, les fonds manquent pour le développement du réseau ferré et des entreprises industrielles. Si l'on compare la répartition de la population d'après la profession en 1891 et en 1901, on voit qu'en 1901 le nombre des Hindous compris sous la rubrique « agriculture » s'est accru de plus de 20 millions ; que de 1891 à 1901, le nombre des Hindous compris sous la rubrique « transport » a baissé de 425.000 ; la décroissance est de 488.000 à la rubrique « commerce », de 1.880.000 à la rubrique industrie et de 7.500.000 à la

rubrique ouvriers. « L'une des plus grandes causes du mal, disait déjà lord Ripon à l'ouverture de l'Exposition des Arts Industriels à Calcutta en 1884, vient de ce que la grande masse de la population dépend presque exclusivement de la culture du sol. Cela tend en même temps à déprimer la situation du cultivateur, à aggraver les misères de la famine et à abaisser le taux des salaires. »

Au début de ce bref exposé de la situation économique de l'Inde, nous recherchions les causes de l'émigration hindoue. Il semble bien maintenant que la question qui se pose est tout autre ; comment se fait-il que l'émigration hindoue ne soit pas plus considérable et ne porte pas sur des millions d'hommes ? L'Angleterre combat l'émigration qui enlève les sujets les plus robustes et les plus vigoureux ; ou bien elle interdit le recrutement des émigrants, ou bien elle le soumet à des conditions de contrôle et de surveillance qui en restreignent la portée. S'agit-il d'émigration libre ? mais les pays écartent en bloc l'émigration asiatique et l'Angleterre a souffert que les sujets hindous de la Couronne fussent écartés des colonies britanniques elles-mêmes. Que deviennent alors les Hindous ? Say a répondu par avance : « Lorsqu'on empêche une population surabondante de sortir par la porte des frontières, elle sort par la porte des tombeaux. » Mais ici, si le développement est insuffisant par rapport à la population, ce n'est pas par l'effet du libre jeu des lois économiques ; l'économie nationale de l'Inde est réglée par la législation anglaise. S'il est généralement vrai que dans tout pays

les questions économiques sont les questions essentielles, dans l'Inde, c'est le problème politique qui est au premier plan ; il lui faut conquérir les libertés économiques pour atteindre la prospérité économique. Pour que l'émigration hindoue puisse prendre l'importance qui lui conviendrait, il faudrait la liberté ; mais la liberté, en appelant l'Inde à la vie industrielle et en diminuant les charges qui l'accablent, rendrait l'émigration inutile. Il s'est formé aux Indes, grâce à l'enseignement et à la presse, une classe d'Hindous conscients des besoins de leur pays. Les restrictions apportées à l'immigration hindoue dans les colonies britanniques ont provoqué dans l'Inde une violente campagne de meetings. D'un autre côté, l'Inde s'efforce de reprendre sa marche brutalement interrompue dans la voie de l'industrialisation. Dans les récents Congrès nationaux de l'Inde, l'intérêt des discussions s'est concentré sur le choix de moyens propres à assurer le développement des industries nationales ; au dernier Congrès, tenu à Surat en décembre 1907, le parti modéré s'est donné pour mission d'encourager les manufactures et de restreindre l'importation des marchandises étrangères ; à ce Congrès, un fort parti extrémiste se détacha qui a décidé de recourir au protectionnisme sans texte, au boycottage général des marchandises anglaises, suivant ainsi l'exemple de la Chine ; et de fait, les récentes statistiques montrent quelle faveur grandissante accueille les produits allemands et surtout japonais. L'Inde, pour se développer, demande avec raison son autonomie budgétaire et douanière.

CHAPITRE II

Avec l'Inde, nous avons insisté sur l'activité agricole ; avec le Japon, nous nous attacherons surtout à son activité industrielle. Jadis exclusivement agricole, le Japon est aujourd'hui encore un pays avant tout agricole ; l'agriculture occupe les trois cinquièmes de la population. Il n'en reste pas moins que l'industrie et le commerce joueront dans l'avenir un rôle prépondérant, résolvant au moins en grande partie le problème de l'émigration (1).

Le Japon a une population plus dense encore que celle de l'Inde ; sur moins de 453.000 kilomètres carrés, il a plus de 52 millions d'habitants, ce qui donne une densité kilométrique un peu supérieure à 115. Mais il faut mettre de côté Formose, acquise en 1895 et chinoise par la population, la moitié Sud de Sakhaline (dont la densité kilométrique est 0,3) et aussi Yezo et les Kouriles, qui sont des terres de colonisation ; il apparaît alors que les îles qui

(1) Cf. Th. Gollier, L'appoint du Japon dans le monde civilisé, *Rev. éc. internat.*, déc. 1904 ; R. Gonnard, Les Japonais sont-ils à l'étroit au Japon ? *Quest. diplom. et col.*, 1^{er} mai 1905 ; La production agricole au Japon, *Rev. éc. internat.*, avril 1907 ; Pierre Leroy-Beaulieu, La situation financière et les ressources économiques du Japon, *Ec. franç.*, 4 et 11 janvier 1908 ; A. Métin, Le Japon industriel, *Rev. éc. internat.*, mai 1906 ; *Unser Vaterland Japan ein Quellenbuch geschrieben von Japanern, herausgegeben von Alfred Stead*, E. A. Seemann, 1904, publié en Angleterre sous le titre de *Japan by the Japanese*. — Cf. aussi *Annuaire financier du Japon*, et dans l'*Ec. fr.*, Lettre d'Angleterre (20 juin 1908) et Lettres Japonaises (22 février 1908) et ouvrages déjà cités.

constituent vraiment le Japon nourrissent actuellement sur leurs 288.000 kilomètres carrés près de 48 millions d'habitants, ce qui fait ressortir une population de 165 habitants au kilomètre carré. On notera en outre que la population est inégalement répartie entre les diverses îles ; le Nippon occidental a plus de 200 habitants au kilomètre carré. La densité dépasse 300 en de nombreux districts, autour des rizières, des stations de pêche ou des manufactures. La natalité japonaise est légèrement supérieure à 30 p. 1000 ; une mortalité qui oscille autour de 20 p. 1000 lui donne en moyenne un excédent de naissances sur les décès quelque peu supérieur à 10 p. 1000. Chaque année la population japonaise s'accroît ainsi régulièrement de plus de 400.000 habitants. Cette population tend à s'agglomérer dans les grandes villes à l'exemple de ce qui s'est produit en Europe et en Amérique lors du développement de l'industrie. De 1876 à 1903, Tokio a passé de 675.000 habitants à 1.820.000, Osaka de 373.000 à 996.000, Yokohama de 62.000 à 327.000, Nagasaki de 80.000 à 154.000.

Il serait toutefois très inexact de diminuer le rôle de l'agriculture japonaise ; elle est encore par son importance l'industrie nationale et d'autre part il serait erroné de croire qu'elle est incapable d'accroître son rendement dans l'avenir. Dans un des derniers annuaires que publie le Japon, le ministre des finances écrit : « Pour ce qui est de l'application des principes scientifiques de culture et de la superficie des terres cultivées, le Japon reste bien loin en arrière des nations de l'Europe et il offre d'im-

menses espaces à améliorer et à développer. » On estime en effet que les terres cultivées n'occupent guère que 15 p. 100 de la superficie totale ; la forêt japonaise qui est d'une richesse inouïe occupe à peu près 45 p.100 du territoire ; une grande partie du sol japonais est formée de landes et de terres incultes. En 1895, M. Pierre Leroy-Beaulieu, mettant de côté l'île d'Yezo, estimait qu'il n'y avait au plus que 5 millions et demi d'hectares cultivés pour près de 42 millions d'habitants ; de plus, le Japon est un des pays les plus pauvres en bétail. D'ailleurs, à ces différents points de vue, le Japon semble être entré dans la voie du progrès, bien dirigé par son gouvernement qui s'efforce d'organiser l'association agricole, de faciliter la distribution du crédit aux entreprises rurales ; cette évolution s'accélérera sans doute le jour où le capital plus abondant ne sera pas entièrement absorbé par les entreprises industrielles. Déjà la décade 1896-1906 a vu la superficie des rizières s'accroître de 99.000 chôs, celle des champs arables de 121.000 chôs, celle des pâturages de 19.000 chôs (un cho = 99 ares 17).

Parmi les cultures alimentaires, le premier rang revient au riz qui, en 1904, occupait 2.855.000 hectares, puis viennent l'orge, le seigle, le blé, le millet, etc. La superficie occupée par ces diverses cultures ne s'accroît guère et leur rendement est stationnaire. Entre toutes les cultures industrielles, la production de la soie est la plus prospère, passant de 2.299.000 kwans en 1895 à 2.656.000 en 1904. A côté de l'agriculture, il convient de placer la pêche

dont le rendement est très productif. De 1895 à 1904, la valeur des poissons livrés tels quels à la consommation a passé de 59 à 106 millions de francs et la valeur des produits de pêche en conserve de 52 à 80 millions de francs.

On le voit, si l'agriculture japonaise est dans une situation assez satisfaisante, si elle est susceptible de donner plus encore en étendant son domaine et en perfectionnant ses méthodes ; si l'attention du gouvernement, le développement des capitaux et des industries agricoles semblent devoir assurer son avenir, elle n'a cependant pas fait jusqu'ici de sensibles progrès. Si la population japonaise a donc pu en un quart de siècle environ s'accroître de 15 millions d'habitants, s'il a suffi pour rétablir l'équilibre économique qu'un demi-million de Japonais aillent à l'étranger, c'est qu'ils ont pu trouver en dehors de l'agriculture et des vieilles industries nationales qui s'exercent dans les ateliers de famille des ressources suffisantes, et nous allons en effet brièvement constater comment le Japon est devenu en trente ans une nation industrielle et commerciale. Nous examinerons successivement la situation que possède le Japon par ses mines, son industrie, son commerce, sa marine et ses capitaux.

Au point de vue minier, le Japon n'est guère favorisé ; pour sa métallurgie, il doit acheter à la Chine une grande partie de son minerai ou de sa fonte ; en 1904, machines et métaux occupaient par leur valeur le troisième rang à l'importation. Toutefois il faut noter les remarquables résultats donnés par la production du fer et surtout du pé-

trole et de la houille. Il y a 30 ans, le Japon ne produisait presque pas de fer : la production actuelle atteint 7 millions et demi de Kwans. La production du pétrole, nulle jadis, fournissait, en 1893, 150.000 hectolitres ; elle en a donné 1.900.000 en 1903. En 1870, le Japon produisait 300.000 tonnes de houille ; en 1884, il en fournissait plus d'un million de tonnes ; en 1890, 4.300.000 tonnes ; en 1897, 5.190.000 tonnes ; en 1903, 11 millions de tonnes.

Bien plus remarquable est le développement des industries manufacturières. En 1884, le Japon n'avait pas une seule filature ; il importait les cotonnades. Aujourd'hui il achète à la Chine, à l'Inde, aux Etats-Unis, à l'Egypte des quantités considérables de coton (le coton occupe par sa valeur le premier rang à l'importation), qu'il transforme pour approvisionner de filés de coton et de cotonnades le Japon, la Corée, la Chine, la Mandchourie et la valeur de cette exportation n'est surpassée que par celle de la soie. De 1886 à 1895, le nombre des filatures est passé de 8 à 47 et le nombre des ouvriers employés de 3.400 à 41.000 ; en 1896, 63 compagnies possédaient plus de 727.000 broches ; en 1905, par suite de fusion volontaire, il n'y avait plus que 41 compagnies, mais la valeur de la production avait passé en dix ans de 39 à 73 millions de yens. En 1903, l'ensemble de l'industrie japonaise comprenait 8.274 fabriques contre 24 en 1883 et on estime que de 1896 à 1905 les capitaux consacrés à l'industrie ont passé de 89 à 189 millions de yens. En dehors du travail de la soie et de la filature, les principales industries s'adonnent à la fabrica-

tion des allumettes, des cigarettes, de la bière, des nattes et paillassons, etc. Le prodigieux développement de l'industrie japonaise a été admirablement servi par son gouvernement qui en est le directeur éminent ; c'est lui qui indique la voie à prendre, qui procure les capitaux et assure les débouchés. Dans le programme que le gouvernement japonais s'était tracé en 1896 et dont il devait assurer l'exécution en dix ans, on prévoyait pour la construction des chemins de fer, le doublement des lignes et autres améliorations, 106 millions (de yen) ; pour les téléphones, 13 millions ; pour la construction des ports, 8 millions ; pour subventions aux banques, 21 millions ; pour subventions à l'industrie et au commerce, 15 millions et généralement le gouvernement japonais a fait plus qu'il n'avait promis. L'industrie japonaise était servie encore par l'abondance de main-d'œuvre à bon marché ; bien des filatures de coton ont pu distribuer des dividendes de 12 à 40 p. 100 et une aristocratie financière s'est rapidement formée : celle-ci a bénéficié des abus qui accompagnent tout développement industriel et le Japon en est encore à la période des bas salaires, des longues journées de travail, de l'exploitation de la femme et de l'enfant, de la non réglementation du travail au point de vue de l'hygiène, des risques, du paiement des salaires. Dans ce pays pauvre et agricole où le plus grand nombre vit encore comme jadis avec un revenu annuel moyen de 50 francs environ, de minimes salaires ont paru avantageux. Pour une durée de travail illimitée, parfois 17 heures, se prolongeant sou-

vent dans la nuit, on a trouvé, aux premiers temps de l'industrie japonaise, des salaires de quelques centimes. Dans les circonstances normales, les progrès de l'industrie et l'accumulation des capitaux provoquent la hausse des salaires ; mais l'accumulation des capitaux, toujours lente, a été et est encore au Japon particulièrement difficile. Longtemps le Japon a refusé de solliciter ou d'accueillir l'aide des capitaux étrangers, et lorsqu'il a fait appel à ces derniers, c'a été à cause de ses guerres.

Si cet emploi, par suite des débouchés conquis, n'est pas improductif, le profit qu'on en tire est toujours, sinon aléatoire, du moins différé. Certes, le taux des salaires s'est fortement accru ; M. Métin estime que de 1887 à 1903 les salaires ont augmenté de 312 p. 100 pour les cigarettières, de 280 p. 100 pour les scieurs et plus généralement de 250 à 270 p. 100 dans les différents métiers. Les salaires n'en restent pas moins faibles ; dans les fabriques d'allumettes, les filles ont au plus 33 centimes et les femmes de 30 à 50 ; dans les filatures et les tissages, les femmes atteignent 50 centimes et les hommes 75 ; dans les ateliers de constructions mécaniques et navales qui présentent les plus hauts salaires, les ouvriers n'ont guère plus de 1 fr. 25 ; quelques ouvriers spécialisés atteignent 1 yen (2 fr. 58). Et, fait plus remarquable, la hausse des salaires semble à peu près enrayée aujourd'hui. Si l'on considère les deux périodes 1892-1901 et 1901-1906, on voit que le prix de la main-d'œuvre a subi une faible hausse, beaucoup moins considérable que celle dont ont été l'objet les denrées alimentaires et

produits de première nécessité. Aussi la tentation subsiste pour les ouvriers agricoles, plutôt que d'émigrer dans les villes, d'émigrer au loin. Toutefois le bon marché de cette main-d'œuvre qui ne vaut pas d'ailleurs et de beaucoup la main-d'œuvre américaine ou européenne, ne pourra pas se maintenir devant l'augmentation du prix des subsistances, la majoration des droits fiscaux, les habitudes de confort et de luxe, et la réglementation des usines. Et cette élévation des salaires ne constituera nullement une entrave au développement de l'industrie japonaise, loin de là ; la concurrence la plus redoutable est celle des pays à salaires élevés ; l'outillage et l'organisation commerciale important autant ou plus que le taux des salaires.

Pour apporter à son industrie les matières premières, pour répandre dans tout l'Extrême-Orient ses produits, le Japon insulaire et maritime a eu tôt fait d'acquérir une considérable marine marchande. En 1880, le Japon n'avait aucun transatlantique, tous ses ports étaient desservis par des navires étrangers. En 1890, il avait 220 vapeurs jaugeant 54.000 tonnes ; en 1894, il avait 1.030 vapeurs jaugeant 477.430 tonnes ; en 1906, le Japon possédait 1.977 vapeurs de construction européenne jaugeant 940.000 tonnes environ, 4.000 voiliers jaugeant 337.000 tonnes, sans compter plus de 20.000 navires de très faible tonnage qui servent à la pêche et assurent à la marine de guerre ou de commerce une inépuisable réserve de marins.

Pourvu d'une industrie prospère et d'une marine puis-

sante, le Japon a vu s'accroître dans d'énormes proportions son commerce extérieur démesurément accru à l'importation par suite de ses guerres et de la nécessité où il est encore d'assurer son outillage économique. En 1868, l'ensemble du commerce extérieur n'atteignait pas 27 millions de yen ; en 1876, il approchait de 50 millions ; en 1879, il dépasse 60 millions ; il atteint successivement 136 millions en 1889, 235 en 1894, 290 en 1896, 382 en 1897, 443 en 1898, 842 en 1906 et, en 1907, près de 927 millions de yen. En 1883, les produits de l'agriculture formaient plus de 76 p. 100 des exportations, la soie grège et les cocons constituant plus de la moitié du total et la soierie ne représentant pas 100.000 yen. Dès 1888, les produits de l'agriculture ne représentent plus que 68 p. 100 des exportations tandis que les objets manufacturés passaient de 6 à 12 p. 100. Dans les années 1895, 1897, 1898, la part des objets manufacturés est respectivement de 30, 32 et 38 p. 100.

La transformation a été aussi profonde à l'importation. Autour de 1885, l'importation introduit à peu près exclusivement des articles manufacturés ; il entrait fort peu des matières premières nécessaires à l'industrie. En 1888, les matières premières ne formaient encore que 10 p. 100 des entrées, les objets d'alimentation représentant 15 p. 100 et les objets manufacturés 75 p. 100. En 1897, les matières premières formaient déjà 23 p. 100 des importations. Quant aux objets manufacturés, il faut distinguer les marchandises d'usage individuel et les articles destinés à

l'outillage économique du pays ; l'importation des objets de la deuxième catégorie (fers ouvrés, chaudières, matériel de chemins de fer) est allée croissant sans cesse ; quant à l'importation des marchandises d'usage individuel, en général objets de luxe que le Japon ne produit pas encore lui-même, elle est stationnaire et par suite sa part proportionnelle dans les importations est en recul. En 1907, à une importation atteignant 494 millions de yen, les premiers rangs sont occupés par le coton (116 millions de yen), le riz (31), les articles en fer (21) ; à l'exportation (432 millions de yen) on trouve aux premiers rangs la soie (117), les soieries (35), les filés de coton (30), le cuivre (30), la houille (20).

Aussi ne saurions-nous souscrire au jugement porté sur le Japon par M. Métin : « Sauf pour la filature de coton, c'est plutôt un espoir d'industrie, et non une industrie organisée qui se rencontre au Japon. » Les résultats déjà obtenus en dehors de la filature de coton attestent qu'on a dépassé l'ère des virtualités. Lorsqu'on parle de nation industrielle, on est trop tenté de prendre pour terme de comparaison l'Angleterre, les Etats-Unis, la France ou l'Allemagne. Le Japon n'est qu'un Etat industriel de deuxième ordre, mais il possède une industrie organisée, vivace, ayant son personnel, ses capitaux, ses débouchés et dans quelques branches de la production son rang est déjà parmi les premiers. C'est avec raison que l'attaché commercial britannique au Japon, M. E. F. Crowe, pense que ce pays pourvu de gisements houillers et de chutes

d'eau deviendra grand industriel appelé non seulement à satisfaire ses propres besoins, mais à chasser un jour d'Extrême-Orient les produits manufacturés de provenance européenne ou américaine.

Plus importante et mieux justifiée est la réserve qu'il convient de faire à l'égard de la situation financière du Japon. Par suite des guerres, le progrès de la capitalisation n'a pas suivi avec une égale rapidité le progrès de l'industrie. Toutefois il ne faudrait point méconnaître l'importance des résultats obtenus ; de 1889 à 1900, le capital des banques a passé de 62 à 289 millions et le montant des dépôts de 72 à 564 millions. En 1904, alors que la dette publique du Japon dépassait déjà le milliard, les neuf dixièmes de cette dette étaient entre les mains des Japonais eux-mêmes ; le Japon avait pu jusque-là s'outiller avec son propre argent, malgré la faiblesse relative des impôts. Mais aujourd'hui, devant le formidable accroissement de la dette publique dans ces dernières années, il faut assimiler à tous points de vue la population japonaise aux populations occidentales : gros budgets, lourds impôts, accroissement des capitaux, élévation du niveau de la vie, augmentation du prix des marchandises, hausse des salaires. Il s'agit de transformer en quelque sorte la table des valeurs : ardu problème d'économie politique et de science financière. Sur un point la chose est déjà faite ; le Japon a des impôts et des budgets à la mode d'Occident ; de 84 millions de yen en 1893, le budget a atteint 290 millions en 1902-1903 et 616 millions en 1907-1908. La dette passait de

266 millions de yen au 31 mars 1894 à 562 millions en 1904 et à 2.217 millions de yen en 1907. Certes, la valeur des capitaux possédés par les Japonais s'accroît elle aussi, mais moins vite, comme en témoignent les crises ; le prix des objets augmente bien, mais moins vite encore, et, dans cette course émérite, les salaires sont retardataires. C'est pourquoi si l'industrie a dépassé la phase des débuts, le prolétariat japonais n'est pas encore sorti de la période critique, et tant que cette coordination des facteurs économiques ne sera pas rétablie, l'émigration restera tentante. Il est certain que pour entrer à la fin du xix^e siècle dans le groupe des grandes puissances, la main-mise du gouvernement japonais sur la nation était nécessaire : c'est lui qui a groupé les énergies et les ressources et imposé à tous un plan judicieusement choisi. Mais si cette omnipotence économique du gouvernement a été la politique qui convenait à cette période de transition, sans doute montrerait-il quelque prétention à vouloir prolonger outre mesure son pouvoir et son infailibilité. Il lui conviendra de travailler à se rendre inutile pour laisser le Japon se développer naturellement et retrouver une situation normale où la variété et la diversité des tentatives et des efforts constituent la meilleure assurance possible contre les échecs partiels.

CHAPITRE III

La Chine exerce ses droits politiques sur des territoires d'une superficie d'environ 11 millions de kilomètres carrés (1). Mais on comprend alors à côté des 18 provinces le Thibet, le Turkestan, la Mongolie, la Mandchourie qui sur 7 millions de kilomètres carrés n'ont pas 30 millions d'habitants. La Chine proprement dite a un peu moins de 4 millions de kilomètres carrés. Quel est le chiffre de sa population ? Ici, nous n'avons pas de statistique certaine ; on est réduit à des évaluations, lesquelles sont de plus en plus modérées à mesure qu'on connaît mieux la Chine. Eugène Simon parlait de 537 millions de Chinois ; en 1875, Richthofen en comptait 430 millions ; la publication allemande : *die Bevölkerung der Erde* ne lui en accorde plus que 320 millions ; M. Rockhill n'en admet que 270 millions. Avec cette dernière évaluation, il reste encore à la Chine 70 habitants par kilomètre carré. Il faut d'ailleurs tenir compte de ce que les montagnes qui couvrent une grande partie de la Chine méridionale et les vastes plateaux du Yunnan, du Kouangsi et du Koweïtcheou sont arides, incultes et à peu près inhabités. La population chinoise est

(1) Cf. ouvrages déjà cités et Chambre de commerce de Lyon : *La Mission lyonnaise d'exploration commerciale en Chine*, 1895-1897. Lyon. A. Rey. 1898 ; compte rendu dans *Ann. de Géog.*, t. VIII, 1899, pp. 62-73. — Nombreux articles de Pierre Leroy-Beaulieu dans l'*Ec. fr.* (notamment 25 août et 8 sept. 1906 et 28 mars 1908). — G. Weulersse, *Chine ancienne et nouvelle*. Paris, 1902.

très inégalement répartie entre les diverses provinces ; le Sintsiang n'a pas 1 habitant au kilomètre carré, alors que la densité approche, atteint ou dépasse 200 dans le Kiangsou, le Fokien, le Chantoung. A l'embouchure des grands fleuves, les Chinois s'écrasent sur les côtes ; il y a là trois, quatre, cinq cents habitants au kilomètre carré. A l'intérieur, la densité reste très forte sur le cours inférieur et moyen des grands fleuves, oscillant entre 300 et 100 ; mais, dès que, remontant les fleuves et les rivières on se rapproche des plateaux et des montagnes, la densité tombe successivement à 50, 25, 10 et l'on atteint enfin d'immenses territoires qui n'ont plus que de 5 à 1 habitant par kilomètre carré, sans parler des solitudes totalement désertées. L'agriculture chinoise qui a atteint toute la perfection que peut donner une habitude séculaire s'est attachée aux sols qui donnent le plus fort rendement ; elle est une industrie concentrée, et cela explique la répartition de la population. C'est avec raison qu'en 1886 le marquis Tseng écrivait déjà : « Contrairement à l'opinion publique généralement répandue en Europe, la Chine n'a nullement besoin de chercher dans d'autres contrées un déversoir nécessaire pour son trop plein de population. » Il suffit que la population chinoise se déconcentre et colonise la périphérie ; la Chine ne manque pas de territoire. La Chine, pays agricole, a peu de grandes villes ; quelques-unes cependant, devenues centres de commerce et d'industrie, tendent à attirer une forte population. Actuellement, la Chine ne semble guère avoir que 15 villes

de plus de 100.000 habitants. Aucune d'entre elles ne doit atteindre 1 million d'habitants ; Canton (900.000), Tien-Tsin (750), Tchoungking (702), Changhaï (650), Fou-Tcheou (624), Hangkeou (530) sont sans doute plus peuplés que Pékin ; la capitale de la Chine à laquelle le jésuite Grimaldi au xvii^e siècle attribuait 16 millions d'habitants, à laquelle au xviii^e siècle on donnait encore 2 ou 3 millions d'habitants et au xix^e siècle un million et demi, n'en a, pour de récents auteurs, que 500.000 environ.

L'agriculture est au tout premier rang par son importance économique. L'empereur lui-même est considéré comme le premier cultivateur du grand et pur empire ; chaque année, écrivent MM. Reclus, à la fin du mois de mars, il est tenu de labourer solennellement trois sillons, vêtu en paysan. En l'absence de toute statistique, on évalue la population agricole à près des deux tiers de la population totale. L'agriculture doit suffire à la double tâche d'alimenter les masses chinoises et de fournir à l'exportation. Si on considère le commerce extérieur de la Chine en 1906, on voit que sur une exportation de 236 millions de taëls environ, la soie brute y figure pour plus de 60 millions de taëls, le thé pour 27 millions, les peaux pour 14, le coton pour 12, les haricots et tourteaux de fève pour 10, l'huile pour 5, etc. Mais de récentes études ont montré qu'il fallait considérer moins ce que donne actuellement l'agriculture chinoise que ce qu'elle pourrait donner en ayant recours à des procédés scientifiques et en étendant son action à des territoires plus considérables. Si le Chi-

nois sait varier l'ordre des cultures, amender et irriguer le sol, s'il tire de terrains merveilleusement productifs plusieurs récoltes par an, il n'en reste pas moins qu'il manque de bétail et de machines ; sa science n'est que routine et labeur ; aussi, ne se consacre-t-il qu'aux quelques cultures qu'il connaît bien : la Chine souffre de cette spécialisation agricole. « L'agriculture des Chinois, dit Eugène Simon, est un culte ; on pourrait presque dire que c'est une caresse. » Ce jugement, d'une exacte élégance si l'on ne songe qu'aux rizières et aux champs de thé, est radicalement faux si on prétend lui donner une portée d'ensemble. Le sol de la Chine est très loin de donner ce que l'on pourrait en tirer : des statistiques officielles du début du xix^e siècle évaluaient à moins de 50 millions d'hectares l'ensemble du territoire cultivé ; ce chiffre est certainement beaucoup trop faible, mais il donne une indication très sûre : si la Chine a le bénéfice d'une culture intensive sur 80 à 100 millions d'hectares, elle abandonne plus de 3 millions de kilomètres carrés, ou plus exactement elle les ruine : la déforestation a fait des ravages incalculables, si bien qu'on est réduit à se servir d'herbes sèches ou de racines comme combustibles. Si la déforestation a rendu stérile une grande partie de la Chine, l'absence de prairies prive la Chine de bétail. Une sage politique agricole pourrait aisément assurer à la population toutes les ressources nécessaires et fournir de matières premières un grand nombre d'industries.

Le sous-sol de la Chine est extrêmement riche en char-

bon, en métaux, en sel. On trouve la houille grasse dans le Petchili, dans le Chantoung, dans le Chansi, dans le Honan. Le géologue Richthofen donne une superficie de plus de 50.000 kilomètres carrés aux bassins d'anthracite du Honan et évaluait à 1.236 milliards de tonnes la quantité de houille que renfermerait le Chansi dans un bassin de 90.000 kilomètres carrés. Au près des ressources du bassin du Hoang Ho, les houillères de la Grande-Bretagne, écrivent MM. Reclus, « sont un petit pilot sans importance ». Le fer, le pétrole et le sel abondent dans le Chansi. Un grand nombre de missions scientifiques et commerciales ont depuis lors signalé la présence de riches gisements miniers dans les diverses parties de la Chine, au Nord, au Centre et surtout au Midi, dans le Kouangsi et le Yunnan. Déjà, en 1878, les mines de charbon de terre donnaient 3 millions de tonnes ; depuis lors, ce chiffre a bien plus que doublé ; mais qu'est cela à côté de telles possibilités ? La Chine ne devrait pas avoir besoin d'importer du charbon et devrait pouvoir exporter certains métaux. Certes, dans ces derniers temps, d'intéressantes tentatives ont eu lieu ; déjà l'industrie indigène fournit d'excellents aciers ; les mines de Kaïping suffisent à la consommation des chemins de fer du Nord ; les aciéries d'Hanyang et la Monnaie de Nankin emploient comme combustible le charbon des mines de Ping-Chang. L'arsenal de Foutcheou et les hauts fourneaux d'Hanyang traitent du minerai de fer chinois. La Chine n'est pas encore entrée dans la voie de l'exploitation méthodique et scientifique de son sol ;

elle manque de capitaux, elle n'a pas de machines, elle n'a pas le personnel nécessaire et, sur tous ces points, elle refuse le concours des Européens ; une administration tracassière et corrompue rend à peu près impossible une tâche que l'absence de voies de communication rend très difficile. MM. Reclus citent l'exemple des mines du Chansi où la houille qui vaut 70 centimes la tonne sur le carreau de la mine vaut 15 francs à 50 kilomètres et 26 francs à 100 kilomètres ; à chaque myriamètre, son prix s'augmente de 2 fr. 50. Pour assurer l'exploitation du sol et du sous-sol il faudrait toute une réorganisation politique et économique de la Chine ; or, la Chine est essentiellement inorganique.

La même constatation s'impose au sujet de l'industrie. Là encore, les possibilités sont infinies : matières premières et main-d'œuvre surabondent. Mais toute direction, toute coordination fait défaut ; l'administration chinoise consacre son ingéniosité à faire échouer les entreprises européennes. Il y a bien quelques exceptions ; certains vice-rois, pour accroître leurs revenus, ont installé des usines. L'industrie chinoise est concentrée dans les ports ouverts, sur les concessions obtenues par les puissances européennes. En trois ans, on vit surgir à Shanghai un vaste faubourg industriel où 9 grandes fabriques de coton comptaient déjà 400.000 broches en 1898 sans compter 30 filatures de soie. A Tien Tsin, une grande fabrique de lainage prospérait rapidement. Depuis lors, de grands progrès ont été réalisés ; près de Shanghai, c'est le long de la

rivière, une longue suite d'établissements industriels : docks, réservoirs à pétrole, filatures. L'International Cotton Mill, qui n'est que la seconde filature de Shanghai, occupe 2.500 ouvriers ; l'arsenal de Kiangnan en occupe plus de 3.000. Près d'Hankaou, c'est l'industrie textile et la métallurgie ; les deux filatures royales de Outchang occupent 3.000 ouvriers et comptent 95.000 broches et 1.000 métiers à tisser. Les aciéries d'Hanyang emploient 1.200 ouvriers et peuvent fournir 80 tonnes de rails par jour ; près de Foutcheou, les ateliers de construction occupent 1.700 ouvriers ; Hong Kong a d'importantes raffineries, des chantiers de construction, des filatures, des verreries, des allumetteries. « La Chine, écrit M. Weulersse, n'est plus l'Empire des paysans qu'elle était il y a un quart de siècle. La grande industrie s'y est introduite et déjà développée. » Mais ce jugement ne résulte-t-il pas d'un voyage limité à la bordure maritime de la Chine et en industrie comme ailleurs les Chinois n'ont-ils pas là encore sauvé la face ? Si d'une part on considère que la Chine est le plus grand centre de production de la soie, que la culture du coton donne un rendement considérable, que la Chine renferme dans son sous-sol d'inévaluables richesses, et, si, d'autre part, on range les usines chinoises que l'on pourrait énumérer nominativement, il semble qu'on ne saurait parler encore de l'industrialisation de la Chine.

C'est au sujet de la Chine que nous dirions volontiers qu'il y a plutôt un espoir d'industrie qu'une industrie organisée. Cette industrie dispose d'une main-d'œuvre

abondante et bon marché. Si l'on prend ensemble, dit M. Weulersse, les ouvriers agricoles et les ouvriers des villes, on estime que la moyenne générale du salaire quotidien ne dépasse guère 10 cents (0 fr.25) ; les fileuses de soie ont 12 cents pour 11 heures de travail. Mais dans la grande industrie nouvelle le taux des salaires s'est vite élevé ; il atteint le plus souvent 20 cents ; les ouvriers spécialisés des aciéries gagnent jusqu'à 33 cents. Certes malgré ces appréciables progrès, le taux des salaires reste bas. Mais que vaut cette main d'œuvre ? Si dans quelques industries simples, comme la filature de la soie, la main-d'œuvre chinoise peut être comparée à la main-d'œuvre européenne, il en est tout autrement par ailleurs. L'ouvrier chinois manque de propreté, d'activité, d'éducation technique ; dans les usines chinoises, on pille et on vole à qui mieux mieux sur les achats, sur les ventes. Pour assurer le fonctionnement d'une usine, il faut généralement une surveillance ou une direction européenne, souvent les deux à la fois, et ce gros surcroît de dépenses atténue les avantages que présente le bon marché de la main-d'œuvre. La Chine, disent MM. Reclus, dispose de bons charpentiers, de briquetiers lents à l'ouvrage, d'excellents tailleurs de pierres, de fort bons terrassiers, de médiocres forgerons, de mauvais ouvriers métallurgistes, de mineurs tout juste passables.

La Chine s'industrialise et cela influe sur la composition et la valeur des importations. Mais elle s'industrialise très lentement et cela explique la faiblesse relative des expor-

tations chinoises. Le commerce extérieur de la Chine s'est beaucoup accru, passant de 235 millions de taëls en 1891 à 675 millions en 1906 ; mais, alors que les importations ont plus que triplé de 1891 à 1905, les exportations ne faisaient guère que doubler. Les importations l'emportent sur les exportations en 1899 de 69 millions de taëls ; en 1900, de 52 millions ; en 1901, de 98 ; en 1902, de 101 ; en 1903, de 112 ; en 1905, de 220 ; en 1907 de 152. L'industrialisation provoque une plus considérable importation de matériaux et de combustibles ; l'importation des métaux passe de 7 millions de taëls en 1895 à 45 millions en 1905 ; de 1895 à 1907, la valeur du pétrole importé a passé de 6 à 20 millions de taëls. A l'exportation, la soie et le thé constituaient en 1895 les trois cinquièmes de la valeur totale ; en 1905, elles n'en constituaient guère plus du tiers, le thé étant en recul et la soie ne s'accroissant pas proportionnellement à l'augmentation de l'ensemble de l'exportation ; celle-ci, plus diversifiée, envoie à l'étranger des peaux, des fourrures, des nattes de paille, des fèves, etc., etc.

Mais, s'il est naturel qu'un pays qui s'outille ait des importations considérables, il serait dangereux que la balance du commerce se maintint longtemps et si nettement défavorable. Or, un considérable accroissement des exportations est, sinon problématique, du moins rejeté dans un lointain avenir. Il suffit à cet égard de considérer ce qui se passe pour la construction des chemins de fer dont le rôle serait cependant décisif pour la mise en valeur de

la Chine. Malgré les efforts accomplis et les concessions accordées, la Chine, à la fin de 1904, n'avait guère plus de 5.500 kilomètres de voies ferrées. La première ligne, celle de Shanghai à Wousoung date de 1876. Lors de la course aux concessions qui suivit la guerre russo-japonaise, la plupart des nations européennes et les Etats-Unis assurèrent à leurs financiers nombre de lignes à construire et on esquisssa à grands traits le futur réseau chinois ; depuis 1896, la Chine concéda plus de 10.000 kilomètres de lignes à construire. Survint la guerre russo-japonaise ; en 1905, la Chine annule la concession donnée à un syndicat américano-belge pour la ligne d'Hankeou à Canton ; par d'habiles et multiples tergiversations, la Chine vise à l'annulation des concessions faites à l'Angleterre pour les lignes de Shanghai à Nankin, de Soutcheou à Ningpo, de Hongkong à Canton et plus généralement au retrait de toutes les concessions faites aux étrangers. Et cette politique aggrave les dangers financiers que présente pour la Chine sa balance du commerce. Si la balance du commerce n'a pas l'importance exclusive et essentielle qu'on lui donnait jadis, on ne saurait négliger ses indications, lesquelles sont précieuses lorsqu'il s'agit de pays neufs aux ressources capitalistes fort réduites, et c'est le cas de la Chine : si elle reçoit, il est vrai, de ses émigrants des sommes énormes, il faut tenir compte d'autre part que la dette publique de la Chine dépasse à elle seule 3 milliards.

Le problème de l'industrialisation de la Chine s'absorbe dans le plus vaste problème que constitue la question chi-

noise ; nous ne saurions songer à la traiter ici comme par surcroît. Suffit-il de fournir à la Chine des capitaux ? Faut-il envoyer des contremaitres et des ingénieurs ? Les Occidentaux doivent-ils saisir la direction commerciale et financière de toutes les grandes entreprises ? Convviendrait-il d'aller jusqu'à un partage, à un protectorat qui mettrait l'administration publique aux mains des Occidentaux ? Toutes ces solutions ont été tour à tour défendues. Mais est-il bien nécessaire de donner à ce problème une solution actuelle et précise ? Il suffirait peut-être que, mettant fin à une politique d'intrigue et de rivalité, les représentants des divers Etats à Pékin se bornent à garantir et à assurer l'exécution des contrats conclus par la Chine et à secourir l'activité économique de leurs nationaux. Ce n'est que postérieurement à l'organisation économique de la Chine, après que l'établissement des chemins de fer aura mieux que toute loi ou tout traité établi la centralisation et resserré la nation chinoise qu'il pourra s'agir d'organisation politique ou plutôt celle-ci se réalisera alors d'elle-même par le désir d'échapper à la tutelle économique des Occidentaux ; ce jour là, le parti de la Jeune Chine sera fondé à vouloir sauvegarder l'indépendance de la Chine et dans cette voie il aura tôt fait de rallier l'unanimité des Chinois.

CHAPITRE IV

Les causes de l'émigration sont avant tout d'ordre économique, disions-nous, et nous avons été amené par là à un bref exposé de la situation économique de l'Extrême-Orient. Si nous avons particulièrement insisté sur l'état de l'industrie dans l'Inde, au Japon et en Chine, c'est que l'industrialisation nous apparaissait comme fournissant la meilleure solution du problème de l'émigration asiatique. Les conditions de l'industrialisation se ramènent à trois : il faut un personnel formé à la technique moderne, des capitaux, des débouchés ; de plus, à ces conditions générales s'ajoutent des conditions particulières à chaque pays ; on a vu notamment que la transformation de l'Inde et de la Chine rencontre des obstacles d'ordre politique. Il nous faut maintenant rappeler d'un mot comment l'émigration dépend étroitement de l'industrialisation d'un pays. Le premier et principal effet de l'industrialisation est qu'il permet de nourrir une population surabondante. Nul n'ignore les difficultés qu'on trouve dans un pays strictement agricole à nourrir une population qui s'accroît rapidement ; il est malaisé et peu avantageux d'augmenter beaucoup le rendement du sol ; la superficie est en agriculture une notion fondamentale. Il en est tout autrement avec l'industrie ; des machines, dans un bâtiment de médiocre étendue, donnent des quantités considérables de marchandises que le commerce troquera contre des denrées

agricoles ; au point de vue de l'alimentation de la population, établir quelques usines dont les produits trouvent acheteurs équivalant à l'acquisition d'un vaste territoire. Or l'Extrême-Orient est fort bien placé en vue de cette transformation : il est producteur de la plupart des matières premières utilisées par la grande industrie. L'industrialisation agit encore sur l'émigration grâce à l'« urbanisme » qu'elle provoque et à l'affaiblissement de la natalité qui en est la conséquence ; ce sont surtout les masses agricoles qui émigrent et on peut dire d'une façon générale qu'une population qui tend à se concentrer dans les villes émigre peu. Pour ces diverses raisons, prêter des capitaux à un pays par ailleurs susceptible d'alimenter ses industries, c'est tarir son émigration. L'homme pour fournir un travail productif doit s'assurer la collaboration du capital ; s'il va à l'étranger, c'est pour retrouver ce collaborateur nécessaire ; mais que les capitaux viennent et les hommes resteront.

Quelle est la valeur de cette solution du problème de l'émigration ? Beaucoup pensent que malgré les progrès de l'industrie les flots d'émigrants jaunes n'en viendront pas moins submerger un jour maint pays de population blanche et de civilisation occidentale et notamment l'Australie, ce continent qui n'a pas la population de Londres, et la Nouvelle-Zélande, riche et vaste pays qui n'a pas la moitié de la population de Paris... On a dit encore que l'appel de capitaux que provoquait l'industrialisation et l'accroissement de produits qu'elle amenait retardait dans

les vieux pays la capitalisation et l'augmentation des salaires et ménageait pour l'avenir une redoutable concurrence.

Que penser de ces objections ?

Nous verrons en examinant les effets de l'émigration asiatique qu'elle provoque un conflit de races, un conflit politique, un conflit économique. Or l'industrialisation, en admettant qu'elle réserve d'après luttes commerciales, résout en tout cas le conflit politique, évite la lutte violente des personnes. Et ce n'est pas tout : l'industrialisation, pour sortir tous ses effets, exige de longues années et étend la rivalité commerciale au monde entier ; même si le danger économique subsiste, il est dilué dans le temps et dans l'espace. Mais ce danger existe-t-il vraiment ? Pour s'industrialiser, l'Extrême-Orient devra s'outiller et par suite s'adresser à l'Occident et si la prospérité consécutive à l'industrialisation vient à régner en Extrême-Orient n'augmentera-t-elle pas la puissance de consommation et par suite les commandes de ces énormes populations ? En outre, l'industrialisation, par l'éducation qu'elle suppose et qu'elle impose, modifie la civilisation, les goûts et les besoins de la population qui s'y adonne et si l'émigration venait à reprendre un jour (et à cet égard l'industrialisation donnerait au moins, semble-t-il, un long temps de répit), ces émigrants arriveraient dans les pays étrangers moins dissemblables.

DEUXIÈME PARTIE

DES EFFETS DE L'ÉMIGRATION ASIATIQUE

La production implique la collaboration du travail et du capital ; l'émigrant, disons-nous, est essentiellement un homme qui va dans un pays mieux pourvu de ressources que le sien pour fournir du travail productif ; l'émigrant devient un facteur économique plus appréciable dans sa nouvelle patrie que dans celle qu'il a quittée ; l'émigration constitue donc en elle-même un gain manifeste. Mais si l'on envisage des situations concrètes, si l'on considère telle émigration et ses caractères propres, si l'on examine ses effets respectifs soit pour les pays de provenance, soit pour les pays de destination, alors la solution apparaît bien plus complexe. Des Anglais, des Allemands, des Russes, des Italiens, des Chinois vont s'établir aux Etats-Unis ; ils ne sont pas également assimilables ; les relations qu'ils conservent avec leur pays ne sont pas identiques. Il nous faut ainsi rechercher successivement quels sont les effets de l'émigration asiatique pour les pays de provenance et pour les pays de destination.

CHAPITRE PREMIER

Si l'on met de côté les difficultés diplomatiques qu'elle provoque, l'émigration asiatique n'offre guère que des avantages pour le Japon, l'Inde ou la Chine ; on ne saurait s'arrêter sur l'affaiblissement du groupe ethnique, car le nombre des émigrants est très faible par rapport à la population sans cesse croissante de ces pays. Ces avantages sont multiples ; les trois grandes nations de l'Ancien continent n'en tirent pas profit de même façon ni à un égal degré. Toutefois, prise dans son ensemble, l'émigration asiatique présente trois grandes séries d'avantages : des avantages moraux et sociaux, des avantages politiques, des avantages économiques.

Il convient d'insister sur les premiers ; les avantages moraux et sociaux sont particulièrement importants pour l'Asie ; on est porté à les négliger lorsqu'il s'agit d'émigration européenne : on note seulement l'intérêt qu'il y a pour un pays à voir s'éloigner un élément de population misérable et parfois dangereux ; déjà, le Japon tend à se placer à ce point de vue : devant les manifestations et les menaces ouvrières que le régime de la grande industrie a provoquées, il se loue de voir partir les mécontents et les sans-travail qui deviennent au loin de nouveaux artisans de sa grandeur et de sa prospérité. Mais, avec l'Asie, ce qu'il faut mettre en relief, c'est la très haute valeur éducative de l'émigration. Si l'émigration est appelée à se res-

treindre un jour du fait de l'industrialisation, elle est et restera quelque temps encore nécessaire à cette transformation économique. Un enseignement théorique et scientifique resterait insuffisant ; il faut encore une éducation pratique et celle-ci ne peut provenir que de l'exemple donné par les Occidentaux, soit en Asie même, soit chez eux, c'est-à-dire ou des concessions ou de l'émigration. Or, l'influence de cette dernière est de beaucoup la plus considérable. Dans tout l'Extrême Orient, il y a quelques milliers à peine d'Européens ou d'Américains rassemblés en quelques points peu nombreux ; l'émigration, au contraire, emporte des millions d'hommes venus des régions les plus variées de leur patrie respective et les met en contact avec les diverses formes de la civilisation blanche et il faut se rappeler la grande importance de la contre-émigration qui, en Chine notamment, ramène plus de la moitié des émigrants. L'émigration n'est d'ailleurs pas seulement une école d'enseignement technique et professionnel ; à ces émigrants venus de nations hier encore fermées à toutes relations, et imbues du dogme de leur supériorité naturelle et éternelle, elle donne la vision réelle du large monde ; elle redresse les idées, écarte bien des préjugés, elle donne le sens du cosmopolitisme. Elle est encore une école de patriotisme éclairé et de fierté morale ; aux Etats-Unis, dans les colonies anglaises, françaises, hollandaises, ils ont devant eux des étrangers qui savent faire respecter leurs droits ; ils voient le respect que se témoignent mutuellement les ressortissants des

diverses nations blanches ; chez eux naît le désir d'une égale considération et la volonté de voir leur pays obtenir l'accès de la communauté internationale des Etats ; l'hostilité même qui leur est si souvent témoignée développe en eux le plus large sentiment d'une solidarité asiatique. Mais déjà ce sont presque des avantages politiques auxquels nous arrivons maintenant. La présence de groupes importants d'émigrants en pays étrangers accroît la puissance politique de la mère patrie. Les pays où se sont établis ces émigrants se trouvent dans leur action diplomatique tenus à des ménagements particuliers vis-à-vis des pays de provenance. C'est ainsi que la France et la Hollande, par suite de la présence de nombreux Chinois sur le sol de leurs colonies doivent, dans leurs relations avec le Céleste Empire, tenir grand compte de ce rapport d'interdépendance fondé par l'émigration ; lorsqu'il s'est agi de négocier pour la maîtrise du Pacifique, le Japon a eu, grâce à ses établissements d'Amérique, une situation favorable ; à la faveur de cette émigration dont il a fait un élément de transaction, il a pu obtenir une solution avantageuse. L'émigration peut avoir des effets plus profonds encore au point de vue politique : elle peut préparer l'annexion d'un pays, elle peut à la suite d'une guerre heureuse rendre la conquête définitive.

L'émigration japonaise en Corée a préparé l'occupation militaire ; aujourd'hui elle consolide, elle réalise en quelque sorte la domination japonaise. En tant que devançant l'annexion, l'émigration soulève de graves difficultés ; dès

que le pays de destination verra se constituer des groupes compacts d'immigrants inassimilables, il s'efforcera d'y mettre ordre, il refusera désormais l'accès de son territoire. Or, si l'on met de côté les Hindous, on voit que Chinois et Japonais tendent invinciblement à former de nouvelles Chine et de nouveaux Japon ; leur émigration procède par masses et se concentre en quelques régions : l'expérience la plus nette est celle des Etats-Unis : les Chinois ont bâti à San-Francisco une cité chinoise et leurs seules relations empreintes de sincérité sont celles qu'ils entretiennent avec la mère-patrie ; les corporations de marchands chinois voient leur mot d'ordre suivi avec une égale exactitude sur les deux versants du Pacifique. Plus vif encore peut-être est le sentiment qui anime les Japonais expatriés à l'égard de la mère-patrie. Pendant la guerre russo-japonaise, écrit M. L. Aubert, le long du Canadian Pacific, les Japonais arboraient leur drapeau national ; aux fêtes qui marquèrent la visite du prince Fushimi à Vancouver, quatre ou cinq mille Japonais témoignèrent d'un enthousiasme nationaliste. « Ah ! dit un écrivain japonais se réjouissant du succès de ses compatriotes en Californie, sous de nombreuses lanternes japonaises, quand pourra-t-on fêter l'anniversaire de la fondation d'un Shin Nihon (nouveau Japon) » ? et un journal japonais qui semble avoir des idées originales sur les devoirs qu'impose la naturalisation, le *Shinkoron*, écrivait en septembre 1905 : « Les Japonais des Etats-Unis demanderont au gouvernement du Mikado de bien vouloir

conférer avec le gouvernement américain pour qu'ils obtiennent le droit de naturalisation. Ce sera la fin du mouvement anti-japonais ; ce sera aussi le commencement de la fondation du Nouveau Japon. » Aucun gouvernement ne saurait tolérer, sans faillir à ses devoirs, une telle attitude de la part d'immigrés. Pour réaliser de telles fins politiques, l'immigrant asiatique doit rester en Asie ; ce doit être une émigration coloniale et c'est avec raison que les hommes d'Etat japonais s'efforcent de concentrer l'émigration sur la Corée et la Mandchourie et que les Chinois se sont portés d'instinct sur le pourtour septentrional et méridional de leur Empire. Quoi qu'il en soit, de leur émigration hors d'Asie, les nations de l'Extrême-Orient ne peuvent attendre que des avantages économiques.

On peut ramener à deux les avantages économiques, avantages financiers et avantages commerciaux, tous deux extrêmement importants (1).

Les avantages financiers consistent essentiellement dans le retour d'émigrants enrichis et antérieurement de leurs économies, fait qui a sur le change une influence considérable. La dispersion des émigrants, la difficulté de réunir sur ce point des statistiques exactes rendent malaisée une

(1) Sur ces divers points, outre les ouvrages déjà cités, cf. Biard d'Aunet. La formation et les progrès du parti socialiste en Australie (*Ec. fr.*, 1^{er} septembre 1906 ; A. Métin, Le socialisme sans doctrines, 1901 ; J. Chailley-Bert, Java et ses habitants, Paris, 1901 ; C. de Varigny, L'Invasion chinoise et le socialisme aux Etats-Unis (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} octobre 1878) ; A. Viallate, Américains, Californiens et Japonais (*Revue bleue*, 15 décembre 1906).

évaluation certaine de la masse des capitaux qui du chef des émigrants s'en vont chaque année dans l'Inde, en Chine ou au Japon. Il ne saurait faire de doute que la Chine et le Japon tirent un bien meilleur parti que l'Inde de leur émigration : non seulement parce que le nombre de leurs nationaux expatriés est beaucoup plus grand, mais encore parce qu'au lieu d'être toujours et partout de simples coolies comme le sont généralement les Hindous, ils ont très souvent des emplois ou des situations préférables : employés, commerçants, commissionnaires, propriétaires, banquiers. Certains ont essayé de préciser la valeur des capitaux envoyés en Asie ; c'est ainsi qu'on estime à 180 millions de dollars les fonds expédiés de 1853 à 1878 par les seuls Chinois des Etats-Unis en Chine. Un autre fait montrera l'énorme importance de ces envois de capitaux ; on a vu que la balance du commerce était constamment défavorable à la Chine et que celle-ci, en outre, était chaque année débitrice de sommes considérables à raison des intérêts de sa dette ; or, la Chine n'a pas ou n'a que fort peu de capitaux à l'étranger : si la balance de ses créances et de ses dettes se maintient tant bien que mal (plutôt mal cependant), c'est uniquement grâce aux ressources qu'elle tire de ses émigrants. Le Japon tire de ses émigrants un égal profit ; plus méthodique, le Japon fait suivre ses émigrants de bureaux de banque qui assurent un drainage régulier de l'argent ; aussi a-t-on ici des renseignements plus sûrs. La *Revue d'économie politique* de Tokio, en suite d'une série minutieuse d'enquêtes, établit que les seuls Japonais rési-

dant dans les Etats de Californie, d'Utah, d'Idaho ont placé aux Etats-Unis dans diverses entreprises 2.770.000 yens en 1904, 3 millions et demi en 1905, plus de 5 millions de yens en 1906 ; dans ces trois années, ils avaient envoyé au Japon 8, 9 et 11 millions de yens. On estime que, dès 1900, les émigrants japonais (non compris ceux établis en Chine et en Corée) envoyaient au Japon plus de 20 millions de yens et après 1905 plus de 32 millions de yens. Devant l'importance des résultats obtenus, des publicistes ont songé à faire de l'émigration japonaise une entreprise industrielle et lucrative ; ils demandent que l'on multiplie les lignes de navigation, que l'on donne aux émigrants des secours en argent : en encourageant et en développant l'émigration, il serait, suivant eux, facile au Japon de tirer chaque année de ses émigrants 120 millions de yens. Dans cette conception, l'émigration apparaît comme une ressource financière au même titre que les monopoles, l'impôt ou l'emprunt avec cet avantage qu'elle s'alimente à l'étranger.

L'émigration contribue plus puissamment encore à la prospérité d'une nation par le développement qu'elle donne à ses relations commerciales. Les émigrants sont les meilleurs agents de la politique commerciale d'un pays. C'est à leur propre pays qu'ils s'adresseront pour se procurer les objets et marchandises nécessaires et par là ils rendent l'inestimable service d'amorcer un courant commercial ; dans les régions où ils sont établis, ils répandront comme les Chinois au Pérou, comme les Chinois

encore où les Japonais dans l'Asie entière, le goût des produits de leur industrie ; réciproquement, leur connaissance approfondie des ressources des pays où ils séjournent leur permettra d'indiquer à leurs compatriotes ce qu'il est avantageux d'acquérir dans ces contrées nouvelles, de sorte que le mouvement d'échange, limité d'abord au pays de provenance et à ses émigrants, va progressivement s'établir entre les deux nations. L'Inde, dont nous avons vu l'émigration à destination des Etablissements anglais de la presqu'île de Malacca reculer devant l'émigration chinoise, voit son commerce avec ces pays rester stationnaire ; de 1903 à 1907, ses importations gagnent 300 mille livres sterling seulement et ses exportations perdent plus de 500 mille livres sterling ; par contre, la Chine qui achetait soit dans les Etablissements, soit à Singapour pour moins de 1.500 mille taëls en 1876, voyait ses achats atteindre près de 4 millions de taëls en 1903 et 5.400.000 taëls en 1907 et ses exportations passer de 2 millions de taëls environ en 1898 à plus de 4 millions en 1907. La valeur de l'ensemble des transactions entre la Chine et les Etats-Unis a de même suivi une marche rapidement ascendante, passant de 8 millions (de taëls) en 1876, à 12 en 1888, à 17 en 1893, à 29 en 1898, à 60 en 1903, à près de 64 en 1907 ; de même encore la valeur totale des transactions entre le Japon et les Etats-Unis passe de 28 millions (de yens) en 1888, à 46 en 1892, à 87 en 1898, à 211 en 1907 ; aussi rapide est le progrès des échanges entre le Japon et la Chine qui compte déjà sur son terri-

toire un grand nombre de Japonais, cinquante mille au moins : leur valeur passe de 21 millions de yens en 1888 à 60 millions en 1898 et à 174 à 1907. Le commerce du Japon avec la Corée passe de moins de 2 millions de yens en 1888 à près de 6 millions en 1898 et à 40 millions environ en 1907 ; alors que le commerce de la Chine avec Formose passait de 14 millions de yens en 1902 à 7 millions en 1907, celui du Japon passait de 2 millions en 1902 à plus de 30 millions en 1907. On pourrait aisément multiplier les exemples ; mais il ne faudrait pas conclure au parallélisme rigoureux du développement de l'émigration et du développement du commerce ; l'émigration met deux pays en contact, amorce le courant commercial : celui-ci va-t-il se développer ? cela ne dépend plus que des besoins et des ressources de chacun des pays mis en présence. L'émigration est plus qu'une cause occasionnelle ; à situation égale, le pays d'où viennent les émigrants sera favorisé par l'action de propagandistes naturels, mais on ne saurait lui accorder davantage : c'est un facteur économique important auquel il est impossible d'attribuer une valeur précise et constante.

CHAPITRE II

Il est facile de voir que les conséquences de l'émigration que nous avons signalées comme avantageuses pour les pays de provenance apparaissent à peu près toutes, si l'on met à part le développement commercial, comme

nuisibles aux pays de destination. Mais, au sujet des effets de l'émigration asiatique pour ces pays de destination, il est nécessaire de distinguer suivant qu'il s'agit de pays de civilisation occidentale (Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, Etats-Unis) ou de pays habités par les diverses races asiatiques ou africaines (Birmanie, Siam, Indo-Chine française, Indes néerlandaises, Océanie, Madagascar, régions africaines riveraines de l'Océan Indien). Pour ces derniers pays, en effet, le conflit de civilisation est moins sensible encore que la civilisation jaune soit généralement très supérieure à celle des populations indigènes ; l'effet essentiel de l'émigration asiatique dans ces pays est d'assurer aux Hindous, aux Japonais et aux Chinois l'hégémonie économique. Leur ténacité, leur intelligence, leur manque de scrupule parfois, en un mot, leur industrie a tôt fait de leur soumettre les indigènes ; devant leur frugalité, leur souplesse, leur merveilleuse habileté à s'insinuer parmi les autochtones, l'Européen s'efface et l'Asiatique, intermédiaire nécessaire entre l'Occidental et l'indigène, accapare la richesse.

Qu'il concentre la fortune dans ses mains, c'est là un fait incontestable ; c'est à tort qu'on le dit parfois cantonné dans certains métiers : en réalité, on le trouve à tous les degrés de la hiérarchie sociale, manœuvre, colporteur, artisan, commerçant, banquier ; très souvent l'Asiatique qui réussit a successivement exercé ces divers métiers. Déjà l'Hindou est le maître sur le littoral indien de l'Afrique ; à peine installée à Madagascar, la France

dut prendre des mesures réglementaires contre les ouvriers et les commerçants hindous ou chinois (cf. arrêté 26 juillet 1897 et circulaire); dans l'île Maurice, les Asiatiques détiennent le commerce et la propriété foncière; dans l'Indo Chine, toute mesure prise contre les Chinois marque un arrêt ou un recul dans le développement économique de notre grande colonie. A Hong-Kong, en 1874, dit M. Chailley-Bert (dans *Colonisation de l'Indo-Chine*), parmi les vingt contribuables les plus imposés il y avait 12 Européens payant 62.500 dollars et 8 Chinois payant 28.000 dollars; en 1881, il y avait 3 Européens payant 16.000 dollars et 17 Chinois payant un peu moins de 100.000 dollars. A Java, dans l'industrie et dans l'agriculture, il y a 6.800 Européens et 12.500 Chinois; dans le commerce, il y a 55.000 Chinois contre moins de 7.000 Européens; dans les métiers, il n'y a aucun Européen en face de 95 000 Chinois; en 1907, l'impôt sur le revenu professionnel des Orientaux a donné un rendement supérieur de près de moitié à celui fourni par le même impôt sur les Européens. A l'exclusion de tout concurrent, javanais ou européen, les Chinois détenaient il y a quelques années encore la plupart des monopoles: ferme de l'opium, des bacs ou des postes, des monts-de-piété, des jeux, des abattoirs. Pour combattre leur hégémonie, le gouvernement hollandais a pris pour lui le monopole de la vente de l'opium au lieu de recourir comme auparavant au procédé de la ferme; depuis lors, les Chinois emploient leurs capitaux devenus par ce fait disponibles dans la grande industrie et le commerce ex-

térieur, faisant aux Européens une concurrence chaque jour plus redoutable. Dans toutes ces régions, les Européens, peu nombreux, ne se fixent pas définitivement et supportent mal des climats excessifs ; quant aux indigènes, ils sont en général ignorants, indolents ou naïfs ; seul l'Asiatique travaille le sol suivant de bons procédés, exerce les divers métiers, possède la souplesse et la finesse qu'exige le commerce. Il n'est pas un seul des grands centres commerciaux de l'Asie méridionale, Hongkong, Singapour, Batavia dont la prospérité ne s'évanouirait pas si le laborieux Chinois s'en allait. Le Chinois, dit très bien un publiciste indo-néerlandais, M. Römer, est un facteur de la vie économique aux Indes (on pourrait dire dans l'Asie entière) comme l'oxygène est un facteur de l'eau.

En outre, l'Asiatique constitue une classe intermédiaire entre l'Européen et l'indigène. L'Asiatique a une tendance naturelle à constituer des sociétés à classes superposées : c'est ainsi qu'aux Hawaï on voit s'étager dans une sorte de hiérarchie sociale les Hawaïens, les Chinois, les Japonais, les Porto-Ricains, les Occidentaux ; souvent cette division en classes correspond à une division du travail, mais ce n'est pas toujours vrai et la division du travail ne fait en bien des cas que renforcer une division déjà existante basée sur des différences de civilisation. En Afrique, en Indo-Chine comme dans les Indes néerlandaises, la société comprend trois éléments : l'indigène, l'Asiatique, l'Européen. L'indigène trouve chez l'Asiatique une civilisation, un état d'esprit plus voisin du sien que chez l'Européen :

laborieux et insinuant, l'Asiatique a tôt fait d'exercer un immense ascendant sur l'indigène qu'il exploite et dont il a la confiance. L'Européen ou l'Américain, maître du pays, juridiquement parlant, recule devant la difficulté inouïe du problème de l'éducation des indigènes ; ne pouvant assimiler, il se borne à vouloir tirer profit de ses possessions et pour cela il trouve dans l'Asiatique un intendant naturel. L'Asiatique devient l'intermédiaire : solution commode, pratique pour un temps, foncièrement dangereuse ; la domination européenne ou américaine, sur quelque force militaire qu'elle s'appuie, ressemble dès lors à ces terrains qu'une couche d'argile glissante et perfide sépare des profondeurs du sol.

CHAPITRE III

Plus complexes sont les effets de l'émigration asiatique en pays de civilisation occidentale ; ici, la différence de race et de civilisation est plus nette ; le trouble causé par l'introduction d'un élément nouveau dans une société aux rouages savants et minutieux est grave ; le travailleur asiatique trouve devant lui des rivaux totalement dépourvus de la résignation placide de l'Annamite ou du Javanais : le contact est presque toujours et sans délai suivi de conflit. Ce n'est pas à dire que l'émigration asiatique n'offre aucun avantage pour les pays de race blanche. A ne considérer que le Canada et les États-Unis, il serait fa-

cile de montrer l'importance des services que les coolies ont rendus. Dans tous ces Etats qui bordent le Pacifique, où la population est clairsemée et la main-d'œuvre insuffisante, ils ont largement contribué à la prospérité du pays, à l'aménagement du sol : dessèchement des marais, défrichement d'immenses étendues désertes, exploitation des forêts et des mines, établissement des grandes lignes transcontinentales de chemins de fer, etc., etc. Et cependant ce sont justement ces Etats qui ont voué aux Asiatiques une haine implacable. Pourquoi donc ? Quelle est la raison du conflit ?

Ici, deux thèses sont en présence. Pour l'une, l'émigration asiatique a surtout des effets heureux : elle assure la culture du sol et le développement de l'industrie ; si Chinois, Japonais et Hindous provoquent une telle hostilité, c'est parce qu'ayant moins de besoins que les travailleurs blancs et, de plus, intelligents et habiles, ils font aux ouvriers occidentaux une redoutable concurrence, empêchant cette hausse artificielle des salaires que provoquent la raréfaction de la main-d'œuvre et l'action syndicale. Telle est l'explication que donnent les capitalistes australiens, canadiens et plus généralement les Etats Nord-Américains tournés vers l'Atlantique qui font beaucoup de commerce avec l'Extrême-Orient et reçoivent très peu d'immigrants ; pour tous ceux-là, le conflit a son origine dans le protectionnisme ouvrier ; ils reprendraient volontiers le jugement que porte M. Chailley-Bert au sujet de la question chinoise à Java : croire à une concurrence de

racés serait une notion inexacte, il y a une concurrence économique, une question d'argent, non pas de religion, de morale ou même de politique ; la lutte est au fond entre ceux qui travaillent à bon marché et ceux qui travaillent à prix élevé. Tout opposée est la théorie de ceux qui combattent l'émigration asiatique ; ils ne nient point que les travailleurs ne soient les premiers et les plus durement atteints, mais ils repoussent l'allégation de ceux qui ne voient dans le mouvement antiasiatique que flatterie envers les ouvriers. Les journaux californiens, les tracts que répandent les Ligues antiasiatiques sont particulièrement vifs à ce sujet ; à l'aide de statistiques, ils montrent que si les Asiatiques arrivent comme travailleurs, ils deviennent rapidement fermiers, propriétaires, commerçants, industriels. Déjà, ils ont accaparé de nombreuses industries, établissant de véritables monopoles de fait. Leur étroite solidarité rend facile leur ascension à la propriété ; en Californie seule, dans les années 1904, 1905 et 1906, l'étendue des propriétés louées par les Japonais est passée successivement à 20, 35 et 41 mille acres et celle des propriétés japonaises de 1.500 à 2.560 et 8.700 acres. Dans la liste des millionnaires californiens, il n'y a pas moins d'une trentaine de Japonais. A mesure que la prospérité des colonies asiatiques s'est affirmée, l'hostilité a grandi contre eux ; après les ouvriers, elle a gagné le petit commerce, les propriétaires fonciers, le haut commerce ; exception faite de quelques capitalistes gros industriels heureux de trouver du travail à prix réduit, on peut dire que la

haine de l'Asiatique qui conserve ses mœurs et sa race devient une haine nationale, la haine de l'envahisseur qui, sournois, obséquieux et irrésistible conquiert des terres réservées aux blancs.

Pour nous, si la question économique est la plus importante, elle n'est pas la seule qui soit en jeu. L'état économique et l'état de civilisation d'un pays sont en corrélation étroite ; les sociétés occidentales n'ont pas pour base unique un certain niveau de vie matérielle, un certain degré de bien-être : leur prospérité implique aussi une unité morale, une communauté de goûts et de sentiments et par suite exige l'assimilation de tous ceux qui aspirent à vivre sous leurs lois. Or, l'émigration asiatique porte une grave atteinte à l'unité des pays vers lesquels elle se porte ; les Asiatiques constituent un élément hétérogène, à peu près inassimilable et leur couleur applique à cette opposition foncière une marque ostensible qui la rappelle sans cesse. La diversité des races est une cause de faiblesse pour une nation ; l'Australie se refuse à laisser naître sur son sol un problème de races qu'elle s'estime heureuse d'ignorer ; de même, les Etats américains du Pacifique veulent rester des pays de blancs : « Peu importe qui ils soient, les Asiatiques doivent être arrêtés lorsqu'ils cherchent à entrer en nombre dans ce pays, déclare M. Macpherson, membre de la législature provinciale de la Colombie britannique ; les coolies japonais doivent être placés exactement dans la même position que les coolies chinois. Si nous étions en situation d'assimiler un grand nombre d'A-

siatiques, je n'aurais pas tant d'objections à leur établissement dans le pays, mais notre population blanche est encore trop peu nombreuse pour neutraliser les Asiatiques. Le Canada doit rester un pays de blancs. » A côté de l'atteinte portée à l'homogénéité de la race, il y a l'atteinte portée à l'unité politique ; une étroite solidarité unit ces Asiatiques, les Chinois notamment ; ils tendent à former une société particulière qui grandit et s'accroît au milieu ou au détriment de l'Etat ; la faiblesse relative de ces groupes tend à leur suggérer une morale de société secrète dont on a bien vu les effets lorsqu'il s'est agi pour les Chinois aux Etats-Unis de tourner les lois prohibitives ; ils se refusent à faire partie intégrante de l'Etat, à être les auxiliaires de ses lois ; ils le considèrent comme une chose extérieure et étrangère dont on se méfie et dont à l'occasion on tire le meilleur parti possible. Ici, il est vrai, les Japonais se récrient, ils ne demandent qu'à fréquenter les écoles américaines ; leur instruction, leur costume, leurs manières, tout chez eux est occidental ; ils combattent toutes les mesures qui veulent leur faire un sort commun à celui de tous les autres Asiatiques. Et cependant on les repousse. Pourquoi ? A l'égard de ce beau zèle, les Yankees éprouvent une invincible méfiance ; ils en viennent à moins détester le Chinois qui garde ses habits et ses manières et ne se lance pas dans la vie politique ou mondaine. Même à supposer chez les immigrants de la bonne volonté et de la sincérité, la fusion dans le milieu politique et social demande beaucoup de temps. « Un bon gouvernement, lisons-nous

dans une Address, exige de la stabilité, de l'homogénéité et la lente et continue formation d'une opinion publique. Cela n'existe pas à San Francisco. » Va-t-on alors refuser aux Asiatiques, au moins jusqu'à l'assimilation, l'exercice des droits politiques ? Mais alors, la vie politique du pays n'en sera pas moins troublée : les pays à civilisation blanche sont tous, quelle que soit la forme de leur gouvernement, des pays démocratiques dont la constitution est incompatible avec l'existence de classes politiques et sociales ; des auteurs ont soutenu qu'il se produirait une division du travail laissant aux Hindous et aux Jaunes les basses et dures besognes et réservant aux ouvriers blancs les travaux d'un ordre supérieur, mais cette division du travail dans un même pays entre des hommes de races différentes nous paraît justement être un des plus redoutables effets de l'émigration asiatique. Il nous semble donc indéniable que l'émigration asiatique présente de sérieux inconvénients politiques ou sociaux. On a dit encore que les Asiatiques étaient un élément de démoralisation et de dépravation, mais les arguments de cette sorte ont été aussi souvent réfutés que présentés ; un seul, la criminalité était susceptible de vérification : or, la statistique a montré que la criminalité chez les immigrés asiatiques est très faible. On est bien plus fondé lorsqu'on reproche aux Asiatiques leur saleté, leurs habitudes antihygiéniques d'entassement dans des logis sans air. Une loi votée en 1884 par la Colombie britannique disait entre autres griefs énoncés dans son préambule : Considérant... « que les Chinois sont en-

clins à avoir des habitudes destructives du confort et du bien-être de la nation ». Mais déjà cette question fait corps avec la question économique : c'est parce que les Asiatiques n'ont pas le souci du bien-être, c'est parce qu'ils ont moins de besoins que les Occidentaux qu'ils peuvent accepter de très bas salaires et réciproquement les bas salaires qu'ils acceptent pour évincer leurs rivaux blancs les maintiennent dans des habitudes que notre civilisation condamne.

L'émigration asiatique a, en effet, pour résultat de déprécier, d'abaisser les salaires. Mais, dira-t-on, c'est là un effet commun à toute immigration : si l'offre de main-d'œuvre s'accroît sur le marché du travail, le taux du salaire tend à baisser, toutes autres circonstances restant identiques. C'est exact mais ce n'est pas là la question. Dans les divers pays où vont les Asiatiques, au Canada et aux Etats-Unis par exemple, il y a plutôt manque de main-d'œuvre alors qu'il y a des capitaux à peu près suffisants et que ces pays présentent des richesses énormes à exploiter ; un afflux de travailleurs blancs n'amènerait pas une baisse sensible des prix à la différence d'un afflux d'Asiatiques. C'est là un fait dont il est facile de donner la raison. Dans ces nouvelles sociétés occidentales, la lutte de classes entre capitalistes et prolétaires est âpre ; parfois avec l'aide de la loi, plus souvent par la seule puissance de leurs groupements, les ouvriers haussent les salaires pour profiter dans une certaine mesure des richesses que leur labeur crée facilement dans ces régions favorisées. Viennent des ouvriers blancs ; leurs idées, leurs aspirations

sont les mêmes ; ils viennent de pays où se livre la même bataille, et s'ils ont émigré, c'est pour fuir les bas salaires et les longues journées de travail ; c'est plutôt un renfort qui arrive à l'armée ouvrière ; eux aussi recherchent le plus de confort et de bien-être possible ; s'il en est qui refusent d'entrer dans les unions ouvrières, les syndicats leur font mener la vie dure. Mais surgissent les Asiatiques ; chez eux, un travail à durée illimitée leur procurait quelques centimes ; sobres et travailleurs, ils s'entassaient la nuit dans des taudis infects. Un salaire trois, quatre, cinq fois plus faible que celui qu'exige le blanc leur suffit, leur crée une situation enviable, leur permet de faire des économies. « Le conflit entre Américains et Japonais, écrit M. L. Aubert, est permanent parce qu'en son fonds il repose sur une querelle entre Blancs ; c'est la lutte de classes qui en Californie crée la lutte des races. Le coolie a un allié naturel dans le capitaliste blanc et un ennemi naturel dans le blanc prolétaire. » Avec les Asiatiques, reparaissent tous les procédés du Sweating System mis à jour et combattus notamment en Australie par les syndicats ouvriers. Dans le gouvernement de Victoria où les Chinois sont surtout ébénistes et blanchisseurs, un Act de 1896 est venu édicter que dans les ateliers où l'on fabrique des meubles et dans toutes les blanchisseries où un Chinois est employé le travail n'est permis que de 7 h. 1/2 du matin à 5 heures du soir, que le travail est interdit du samedi après-midi à 2 heures jusqu'au lundi matin ; sur les mêmes ateliers, la loi assure un service rigoureux

d'inspection du travail. De même, dans la Nouvelle-Galles, entrent dans la catégorie des établissements soumis à l'inspection ceux qui occupent deux Chinois ou plus. Mais le Sweating System triomphe avec le travail à domicile, difficile à saisir, à connaître et à contrôler. En Victoria, Nouvelle-Galles et Queensland, les patrons doivent inscrire sur un registre les noms, les adresses et les salaires des personnes auxquelles ils donnent du travail à emporter. En Nouvelle-Zélande tous les objets fabriqués à domicile, en Victoria tous les objets fabriqués par un Chinois doivent porter une marque spéciale. A la suite d'une enquête faite à Melbourne par une commission nommée par le gouvernement en 1893, on constata, dit M. Metin, que plus de la moitié des ouvriers perdaient le bénéfice de la protection légale parce que les patrons tendaient à fermer les manufactures soumises à l'inspection pour distribuer le travail à domicile ; dans l'ébénisterie il y avait, en 1886, 64 manufactures employant 1.022 ouvriers ; en 1893, leur nombre était réduit à 40 occupant 471 ouvriers. Les Chinois s'offrant au rabais finissaient par se ruiner les uns les autres. A Melbourne, une loi de 1896 vint instituer les Conseils spéciaux pour établir un salaire minimum dans les professions qui paraîtraient menacées par le Sweating System. Mais les Chinois, grâce à leur finesse et à leur solidarité, tournent ces lois et toutes ces difficultés subsisteront, affirment les syndicats australiens, tant que l'on ne prohibera pas le travail chinois. D'aucuns ont cru bon de souligner l'illogisme des ouvriers blancs qui se récla-

ment sans cesse de la solidarité internationale et repoussent impitoyablement les Asiatiques ; en réalité, les hauts salaires, dépendant de la prospérité du pays à laquelle les ouvriers contribuent dans une si large mesure et de l'action syndicale ou législative, sont deux fois leur œuvre ; on les invite à y renoncer, mais quel serait l'effet de ce sacrifice ? Il ne profiterait nullement aux Asiatiques eux-mêmes dont le salaire se réglerait à peu près sur leurs besoins ; l'Australie a vu émigrer des Chinois qui ne trouvaient plus de leur travail un prix suffisant. Les ouvriers australiens et américains soutiennent que la liberté d'immigrer accordée aux Asiatiques ne profite qu'aux patrons et aux capitalistes dont les Asiatiques nullement ou peu au courant de la lutte des classes se font les auxiliaires inconscients. Par contre-coup, l'immigration asiatique tend ainsi à répandre le socialisme dans les groupements ouvriers et à exacerber la lutte des classes. « Plus de Chinois, s'écriait l'agitateur Kearney, achetez de la poudre et des balles... Il faut modifier la Constitution, il faut que l'ouvrier figure au premier rang, il faut contraindre les riches à rendre gorge. Nous nous débarrasserons des prétendus partis démocrate et républicain aussi voleurs l'un que l'autre. » Si chez les ouvriers la haine de l'Asiatique développe les idées socialistes, chez ceux que touchent davantage les inconvénients politiques et sociaux elle provoque un nationalisme ardent ; et les deux tendances en se combinant répandent dans la région menacée un socialisme nationaliste, aux théories imprécises, mais particu-

lièrement agressif ; pratiquement, il se traduit par une désaffection croissante à l'égard de l'Etat, par la volonté d'en finir avec les Asiatiques par ses propres moyens : on en vient peu à peu à pencher vers le séparatisme ; par là, l'émigration asiatique porte une grave atteinte aux intérêts des nations ; l'Angleterre avec l'Australie, le Canada avec la Colombie, les Etats-Unis avec la Californie en ont fait tour à tour la redoutable expérience. Aussi l'émigration asiatique constitue-t-elle un des plus difficiles problèmes qu'ait à résoudre la diplomatie des nations occidentales.

TROISIÈME PARTIE

ACTION DIPLOMATIQUE

CHAPITRE PREMIER

L'étude de la législation de l'émigration en général mènerait à la double constatation suivante : jadis, comme les pays avaient une population assez peu dense et aussi parce que l'émigration maintes fois due à des causes politiques ou religieuses apportait d'excellents éléments, on accueillait, on recherchait les immigrants ; par contre, et pour les mêmes raisons, on ne reconnaissait pas aux sujets des divers Etats, en vertu du système de l'allégeance perpétuelle, le droit de s'expatrier (1). Dans la période

(1) Cf. ouvrages déjà cités et Butterworth, De l'immigration des races de couleur dans les possessions britanniques (*Journal of the society of comparative legislation*, déc. 1897) ; E. Clavery, Le boycottage des produits américains en Chine et les lois d'exclusion des Chinois aux Etats-Unis (*Monde Ec.*, 1906, p. 365) ; Ch. Dupuis, L'Institut de droit internat., session de Copenhague (*Rev. dr. internat. publ.*, 1897, pp. 758-762) ; H. Froidevaux, Américains et Japonais (*Quest. diplom. et col.*, 1^{er} janvier 1907) ; A. Jacobs, *L'Océanie nouvelle*, Paris, 1861 ; Viscomte E. de G., La politique extérieure du Japon depuis 1895 (*Quest. diplom. et col.*, 1^{er} février 1908) ; A. de Lapradelle, La question chinoise (*Rev. dr. internat. publ.*, années 1901, 1902, 1903) ; J.-B. Moore, *Les Etats-Unis fermés aux Chinois* (*Clunet*, 1892, p. 388) ; Jean Thomas, La condition des étrangers et le droit international (*Rev. dr. internat.*

moderne, il en est tout autrement : du principe de la liberté individuelle aujourd'hui à peu près partout reconnu découle logiquement le droit d'émigrer ; d'autre part les avantages de l'émigration pour les pays de provenance sont mieux connus alors que dans les pays de destination on vient à redouter des afflux d'immigrants sans cesse plus misérables. La législation a fidèlement traduit cette transformation : l'histoire de la législation de l'émigration, c'est l'histoire de son abolition, alors que l'histoire de la législation de l'immigration est celle de son acheminement irrégulier mais certain vers une prohibition plus ou moins complète. Cette évolution apparaît particulièrement nette dans la législation concernant l'émigration asiatique. Il y a un demi-siècle environ les Etats-Unis contraignaient par la force le Japon à s'ouvrir ; récemment ils faillirent avoir recours à la guerre pour écarter les Japonais. Le droit pour les Chinois d'émigrer fut imposé à la Chine comme rançon de sa défaite (cf. traité de Nankin du 29 août 1842, traité de Tien Tsin du 26 janvier 1858 et surtout convention supplémentaire du 24 octobre 1860, art. 5) ; aujourd'hui, les colonies anglaises sont les plus déterminés adversaires des immigrants jaunes.

Un Etat peut-il écarter de son territoire tous les immigrants qui se présentent ? Un Etat peut-il écarter les Asia-

publ., 1897, p. 620) ; A. Viallate, *Américains, Californiens et Japonais* (*Revue bleue*, 15 décembre 1906) ; Commentaire du traité du 17 mars 1894 dans *Rev. de dr. internat publ.*, 1894, pp. 555-563 ; A. Tardieu, *Le Japon et les Etats-Unis* (*Rev. des Deux-Mondes*, 15 janvier 1908) ; A. C. Coollidge, *Les Etats-Unis, puissance mondiale*, A. Colin, 1908.

tiques ? Tout Etat est souverain, mais il fait partie de la communauté internationale des Etats ; or, tous les Etats ont reconnu à l'individu le droit d'émigrer ; un Etat qui prive un individu ou une masse d'individus de la possibilité d'exercer ce droit se soustrait aux obligations qui lui incombent en tant que membre de la Société des Etats. Mais d'un autre côté, tout Etat a le droit et le devoir de veiller à sa conservation et par suite de défendre l'équilibre politique, économique et social nécessaire à sa puissance : il peut donc écarter tous les étrangers dont l'afflux trouble le jeu normal de ses institutions. Or, tandis que l'obligation de recevoir les immigrants est un principe général dégagé par le droit des gens, chaque Etat traduit le droit qu'il a de se défendre par une réglementation positive. On est ainsi en présence d'un illogisme non pas nominal mais réel : au droit d'émigrer répond bien le droit d'immigrer, mais, tandis que l'émigration, sauf cas exceptionnels, n'est pas entravée et est seulement protégée contre les abus auxquels elle donne lieu, le droit d'immigrer est sans cesse restreint dans les divers pays par de nouvelles lois exigeant telles garanties de santé, de fortune, de moralité ou d'instruction qui permettront d'écarter un grand nombre d'immigrants.

Peut-on repousser les Asiatiques ? ici intervient un autre principe du droit international : dans la Société des Etats, tous les Etats ont des droits égaux. Il est contraire au droit des gens de faire aux immigrants un sort différent suivant leur nationalité. Or, en fait, bien des pays comme

le Canada, les Etats-Unis, les colonies anglaises de l'Afrique du Sud acceptent les blancs et veulent prohiber l'immigration asiatique. La question est d'autant plus grave que l'égalité des Etats n'est plus une fiction juridique en présence du développement de la puissance économique et militaire de l'Extrême-Orient. Les violentes protestations des Hindous, le boycottage des produits américains par la Chine, les menaces de guerre du Japon ont signifié aux Occidentaux que les nations asiatiques ne permettraient plus que l'on traitât leurs nationaux comme de viles multitudes qu'on écarte d'un geste à son gré. La prétention d'écarter les Asiatiques par des règlements qui les indiquent nommément ne saurait subsister longtemps encore. Il y a bien la ressource déjà indiquée de règlements exigeant des conditions de savoir ou de fortune qui atteignent les Asiatiques sans les nommer ; c'est à ce procédé que l'Australie a eu recours, mais qui est dupe de cet artifice législatif ? les nations de l'Extrême-Orient ne s'inclinent devant ces règlements que dans l'attente du jour où elles auront la force de les renverser. En réalité, ce n'est point par des actes unilatéraux que peut être résolu le problème de l'émigration asiatique ; puisqu'on veut écarter l'application des principes généraux du droit public, il faut entrer en relations diplomatiques avec les pays de provenance et régler la question par des accords ; c'est le procédé qu'avec raison ont adopté les Etats-Unis à l'égard de la Chine et du Japon. Les lois promulguées par les divers pays ne doivent faire qu'exécuter et appli-

quer les conventions diplomatiques, traités formels ou ententes officieuses. Aussi, laissant de côté les diverses lois concernant l'émigration asiatique, lois qui d'ailleurs édictent toutes des mesures analogues (mesures de surveillance, taxes plus ou moins élevées, limitation du nombre d'immigrants amenés par chaque vaisseau, réglementation du travail, impôts supplémentaires, obligation de la marque pour tous objets produits par les Asiatiques, etc., etc.), nous nous bornerons à indiquer brièvement la position prise par les principaux Etats intéressés à l'égard de l'immigration asiatique. Rappelons donc successivement et en quelques mots l'attitude adoptée par la France et la Hollande, l'Angleterre et les Etats-Unis.

CHAPITRE II

Vis-à-vis de l'émigration asiatique, la France et la Hollande sont dans une situation très analogue. Il y a des siècles déjà que les Chinois se sont installés en nombre dans l'Indo-Chine et dans les Indes Néerlandaises où ils ont créé, où ils maintiennent et développent l'activité économique. On a vu quels graves inconvénients présentait pour la métropole l'ingérence du Chinois qui monopolise la richesse et s'insinue entre l'Européen et l'indigène. Mais que faire ? le seul remède serait dans l'éducation des indigènes que l'on mettrait à même de se substituer aux Chinois dans les diverses professions : solution

délicate qui réclame beaucoup de travail, de persévérance et de temps à des Européens qui pour la plupart attendent impatiemment le moment où ils pourront revenir en Europe. M. Chailley-Bert, après avoir dressé avec soin un plan de relèvement des Javanais, se demande, devant les difficultés à peu près insurmontables qui entravent son exécution, pourquoi il a esquisé un tel projet et il répond lui-même : *ut declamatio fiat* ! Une telle situation oblige la France et la Hollande à conserver d'excellentes relations avec la Chine : on sait quels liens étroits unissent les Chinois expatriés à leurs compatriotes. Par leurs possessions d'Asie, la Hollande et la France sont comme des vice-rois du Céleste-Empire qui doivent suivre de très près la politique et les intrigues chinoises, ne rien ignorer des sociétés secrètes et des corporations professionnelles. La politique à l'égard des immigrants chinois doit se renfermer dans des mesures de surveillance et de rigoureux contrôle.

CHAPITRE III

Avec l'Angleterre, le problème de l'émigration asiatique apparaît bien plus complexe. L'Angleterre est liée à la Chine depuis le milieu du xix^e siècle par des traités d'amitié qui assurent le respect des sujets de chacune de ces nations sur le territoire de l'autre ; les considérables intérêts commerciaux de l'Angleterre en Extrême-Orient

l'obligent à conserver à ces traités toute leur valeur ; par ses colonies des Détroits, l'Angleterre est à peu près dans la même situation que la France ou la Hollande, et ce sont là autant de raisons qui dictent à l'Angleterre une politique libérale dont pour elle-même elle n'a d'ailleurs rien à craindre. Mais il y a les colonies anglaises qui pour la plupart, comme le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud sont exposées à recevoir des immigrants asiatiques et se refusent à faire les frais de la politique de l'Angleterre. Malgré les traités qui lient la métropole, elles ont multiplié les mesures prohibitives, faisant de leur fidélité, de leur loyalisme le prix de l'assentiment de la Couronne. De plus, si l'Angleterre est par ses colonies de self government pays de destination par rapport à l'émigration asiatique, par l'Inde elle se trouve être un pays de provenance dont les nationaux hindous sont, à l'égal des autres Asiatiques, repoussés d'à peu près partout et notamment par les colonies anglaises.

Dans cette occurrence, quelle a été la politique anglaise ? A l'égard de ses colonies de self government, l'Angleterre a suivi la seule politique qui fût capable de maintenir les liens singulièrement lâches qui unissent les diverses parties de l'Empire britannique ; elle invite bien ses colonies à respecter les traités internationaux ; ces colonies néanmoins votent des lois prohibitives ; la Couronne menace alors d'opposer son veto, ce qu'elle ne fait que très rarement ; dans la colonie on parle de séparatisme et finalement l'Angleterre s'incline ou bien l'on s'ac-

corde sur une loi transactionnelle moins rigoureusement prohibitive. Dans les rapports entre ses colonies et les nations asiatiques, l'Angleterre intervient un peu à la façon d'un arbitre ; aux unes, elle rappelle le respect dû aux traités ; aux autres elle oppose les libertés constitutionnelles de ses colonies ; au conflit des races, l'Angleterre substitue un conflit d'autonomies. De leur côté, les nations asiatiques ne sauraient critiquer cette double politique ; l'aide de l'Angleterre est nécessaire à leur développement. L'Angleterre a contribué à écarter la Russie de l'Extrême-Orient ; elle s'est posée en défenseur de l'intégrité de l'Empire chinois ; elle s'efface devant le Japon, son allié, auquel elle permet d'étendre son influence sur la Chine et, ramenant en arrière ou affaiblissant ses escadres, l'Angleterre évacue le Pacifique.

Mais dans ce retrait, dans ce rassemblement de ses forces auquel procède dans le monde entier l'Angleterre, soucieuse de périls moins lointains, elle renforce son autorité et sa puissance dans les régions qu'elle a choisies pour être les boulevards de sa puissance, et c'est là précisément la situation de l'Inde, sa position centrale en Asie. L'émigration hindoue aurait pour débouché naturel certaines colonies anglaises qui se refusent à la recevoir. Or, pour tarir l'émigration hindoue, il faudrait accorder à l'Inde une large autonomie financière et économique ; cette réforme aurait sans doute dans l'avenir des effets heureux pour l'Empire britannique, mais, dans le moment présent, elle serait pour l'Angleterre une cause d'affai-

blissement actuel. A plusieurs reprises, lors de la concession accordée à la première Compagnie des Indes Orientales en 1669, lors du renouvellement de la Charte de la Compagnie des Indes en 1833, en 1857 lorsque l'Angleterre assumait la charge de gouverner directement les Indes, il fut solennellement affirmé que les Hindous seraient considérés et traités comme s'ils vivaient et étaient nés en Angleterre. Aujourd'hui, la nation hindoue qui est en train de se former grâce à l'instruction, à la diffusion de la presse et à l'action des Congrès provinciaux ou nationaux réclame la réalisation de ces promesses. Or, pour les raisons que nous avons indiquées, l'Angleterre n'a jamais été aussi peu disposée que maintenant à accorder à l'Inde les libertés nécessaires : ses vice-rois adoptent une politique rétrograde ; ils s'efforcent d'opposer les uns aux autres Hindous et Musulmans (notamment par le partage du Bengale) ; lord Curzon tente d'entraver le mouvement intellectuel par des entraves à l'enseignement et à la liberté de la presse. Il semble que la politique anglaise se borne à interdire l'accès de l'Inde ; jadis la route de l'Inde contournait l'Afrique ; les Anglais occupèrent le Cap, le Natal, Maurice ; mais bientôt la route directe passait par la Méditerranée : ils y établirent leurs places d'armes, Gibraltar, Malte, Alexandrie, Aden ; aujourd'hui l'intérêt se porte sur les routes et chemins de fer qui feront communiquer plus directement encore l'Inde avec l'Europe et l'on sait quelle influence acquiert l'Angleterre en Afghanistan, en Perse, en Turquie et par suite en Asie

Mineure où les menées allemandes l'inquiètent. Nul ne semble pouvoir désormais troubler la domination anglaise sur l'Inde, hormis les Hindous eux-mêmes sacrifiés dans l'intérêt de la politique générale de l'Empire britannique.

CHAPITRE IV

Non moins difficile est le problème de l'émigration asiatique pour la diplomatie américaine. Comme l'Angleterre, les Etats-Unis sont une des nations dont l'activité commerciale prédomine en Extrême-Orient. L'examen de la composition des exportations américaines montre la part chaque année plus importante que prennent les produits manufacturés ; or, ceux-ci rencontrent en Europe une concurrence redoutable et des tarifs protecteurs ; l'Extrême-Orient apparaît donc aux industriels et aux commerçants américains comme présentant un débouché bien plus favorable. La prospérité industrielle des Etats-Unis implique une politique d'entente avec les nations asiatiques et c'est bien une telle politique que souhaitent les Etats de l'Est ; mais, les Etats de l'Ouest qui voient leur territoire encombré de Chinois et de Japonais réclament au contraire une politique prohibitive. La question de l'immigration jaune oppose donc l'Ouest à l'Est et, dans ce conflit dangereux dont on a vu soudain le péril lors de l'incident des écoles de San-Francisco, les Etats du Sud se trouvent indirectement intéressés. Repousser la distinction de race et

accueillir les Asiatiques, c'est signifier aux Etats du Sud que l'égalité des blancs et des noirs doit devenir une réalité ; or, si la guerre de la Sécession a mis fin à l'esclavage, si la Constitution fédérale interdit de priver qui que ce soit du droit de vote « pour cause de race ou de couleur, ou pour avoir été esclave », les Etats du Sud, la Louisiane, la Caroline du Sud, le Mississippi, la Virginie n'en ont pas moins réservé le droit de suffrage aux blancs en imposant des conditions de cens ou de savoir. Comme le parti démocrate qui recrute dans le Sud la masse de ses adhérents, le parti républicain n'a jamais entrepris de faire déclarer inconstitutionnelles par la Cour suprême les lois restrictives du suffrage ou de demander l'application de l'article de la Constitution qui réduit la représentation au Congrès des Etats où le suffrage n'est pas universel. Nul parti politique ne se soucie de réunir contre lui l'Ouest et le Sud. Tous les partis politiques sont donc d'accord pour prohiber l'immigration asiatique ; ils ne diffèrent que sur les moyens à employer : le parti démocrate réclame du Congrès le vote de lois rigoureuses, le parti républicain préfère avec raison les négociations diplomatiques.

Les Etats-Unis ont donc eu à faire face à la Chine et au Japon. L'histoire de leurs relations avec la Chine présente trois phases distinctes. Dans la première période, comme l'Angleterre et la France, mais sans guerre aucune et par le seul effet d'une habile diplomatie, les Etats-Unis entrèrent en relations avec la Chine ; déjà, il est vrai, ils combattent la traite des Jaunes, mais l'immigration chi-

noise encore peu considérable effraye si peu que le président Bigler ayant provoqué de la législature une loi réglementant et restreignant l'immigration, son message fut repoussé ; le traité du 28 juillet 1866, dit traité Burlingham, garantit dans ses articles 5, 6 et 7 la libre immigration des citoyens et sujets des deux nations contractantes sur le territoire de l'autre. De 1868 à 1882, l'immigration chinoise submergea la Californie. Devant les protestations suivies de troubles des Etats de l'Ouest, il fallut changer de politique. La deuxième période s'ouvre avec le traité du 17 novembre 1880 qui donne aux Etats-Unis le droit de limiter et de suspendre l'immigration chinoise ; les clauses de ce traité, malgré le vote des lois complémentaires et abusives au point de vue du droit public du 6 mai 1882 et du 5 juillet 1884 apparurent inefficaces à raison de la contrefaçon des certificats de retour et des fraudes de toutes sortes imaginées par les Chinois. Des émeutes éclatèrent dans le Wyoming ; de nouvelles négociations furent engagées avec la Chine qui faillirent aboutir au traité du 12 mars 1888 ; la Chine refusa en effet de ratifier le traité ; le Congrès fit alors passer dans une loi du 13 septembre 1888 les principales dispositions du traité négocié. La Chine ne pouvait songer à recourir aux armes, mais les rapports restèrent tendus entre les deux puissances. Cette situation de fait prit fin avec le traité du 17 mars 1894 qui, interdisant pour dix ans l'entrée des travailleurs chinois, ne fit guère que consacrer la législation de 1888, sauf quelques concessions d'amour-propre.

Depuis ce traité, l'application des lois et règlements relatifs à l'exclusion des Chinois se fit de plus en plus rigoureuse, surtout dans ces dernières années. Mais cette fois la Chine entreprit une guerre commerciale à laquelle prit part aussi, quoique dans une moindre mesure, le Japon dont les émigrants eux aussi avaient à se plaindre des Etats-Unis ; les ventes de produits américains en Chine et au Japon s'étaient élevées pendant les sept premiers mois de 1905 à 392 millions de francs environ : dans le même laps de temps de 1906, elles tombaient à 212 millions ; pour la Chine seule, les exportations américaines étaient passées de 186 à 103 millions de francs. Peut-être ce boycottage peut-il être considéré comme marquant la fin de la seconde période. Des revirements se sont depuis lors manifestés dans certaines fractions de l'opinion publique ; la cause en est moins sans doute dans le boycottage que dans la politique générale des Etats-Unis qui vise à la conquête du marché chinois, ce qui implique le maintien de bonnes relations avec la Chine. On a déjà demandé que le sujet fût réglé à nouveau pour qu'on pût établir une réglementation plus simple et l'on a même élaboré des projets d'accord : on accorderait aux Chinois l'accès des Hawaï et des Philippines ; il y aurait interdiction réciproque des deux pays aux travailleurs manuels et liberté complète pour tous autres immigrants ; les ouvriers Chinois auraient le droit de traverser les Etats-Unis pour aller en d'autres pays ; toute contestation survenue entre la Chine et les Etats-Unis au sujet de l'émigration serait portée au tribu-

nal de la Haye (cf. le *Temps* du 16 août 1905). Toutefois on ne saurait se prononcer encore d'une façon certaine sur le sens de cette dernière période, étant donnée la recrudescence de l'hostilité des Etats de l'Ouest à l'égard des Asiatiques.

Avec le Japon, la diplomatie américaine a trouvé un plus redoutable adversaire, le Japon appuyant par la force le principe de l'égalité des nations sans considération de couleur ou de race. Tout récents sont les événements qui ont failli mettre aux prises le Japon et les Etats-Unis. Il y a quelques années à peine, nul ne doutait en Amérique que la maîtrise du Pacifique ne dût revenir aux Etats-Unis. M. Shaw, secrétaire à la Trésorerie, s'écriait : « Nos produits, sans égaux, seront transportés à travers toutes les mers, et les Etats-Unis deviendront de fait, comme ils le sont par nature, les maîtres du plus grand des Océans ». En mai 1903, M. Roosevelt déclare à San-Francisco que « la situation géographique occupée par les Etats-Unis dans le Pacifique est de nature à assurer dans l'avenir leur domination pacifique dans ses eaux, s'ils saisissent seulement avec une fermeté suffisante les avantages que comporte cette situation ». Jusqu'au début du xx^e siècle, il y avait fort peu de Japonais aux Etats-Unis. Les industriels américains espéraient que les Japonais se borneraient à se faire les placiers des produits américains. En 1898, au lendemain de la prise de Manille, les Etats-Unis ont cru tenir la maîtrise du Pacifique ; seuls, les progrès incessants des Russes se rapprochant de Pékin les inquiétaient. Quand la

guerre russo-japonaise éclata, les sympathies de l'Amérique furent dès l'abord du côté du Japon ; mais bientôt on s'effraya aux Etats-Unis de la victoire trop complète de l'Empire du Soleil-Levant et de ce jour on comprit bien à qui il faudrait disputer l'hégémonie sur le Pacifique. Le traité de Portsmouth marquait une date importante pour les Américains plus encore peut-être que pour les Russes. Le Japon était devenu la première puissance militaire du Pacifique ; l'industrie japonaise mit en mesure de conquérir une situation prépondérante sur le marché chinois ; les émigrants japonais vinrent s'établir aux Philippines, s'emparèrent des Hawaï et se portèrent en foule sur les régions californiennes dont la population présente une densité quinze fois inférieure à celle de la population japonaise ; pendant ce temps le Japon, par une nouvelle ligne de navigation entraînait en relations directes avec l'Amérique du Sud. Le boycottage des produits américains en Chine fut pratiqué sous l'action des Japonais et des Japonais et au bénéfice des Japonais. Le conflit devait bientôt éclater ; un délit de pêche commis par des Japonais qui poursuivirent des phoques à fourrure dans les eaux américaines faillit en fournir l'occasion ; en août 1906, ce fut à San-Francisco que le choc se produisit.

Le 11 octobre, les autorités scolaires de San Francisco décidaient qu'à partir du 15 octobre suivant tous les écoliers chinois, coréens ou japonais devraient être envoyés à l'école orientale publique. C'était là sans doute un manquement au traité du 22 novembre 1894, mais c'était un

fort bon moyen pour les Californiens de forcer le gouvernement fédéral à discuter la question japonaise. Tel fut le prétexte d'une profonde et dangereuse agitation qui faillit contraindre les Etats-Unis à opter entre la guerre civile et la guerre avec le Japon. L'ambassadeur du Japon ayant attiré l'attention du gouvernement américain sur ce manquement au traité, M. Root informa le gouvernement japonais qu'on allait procéder aussitôt à une enquête rigoureuse et déclara que les droits reconnus aux Japonais par les traités seraient respectés. Pendant ce temps, en Californie, on mettait à l'index les restaurants japonais ; les Japonais étaient insultés et menacés. M. Roosevelt adressa alors un message dans lequel, après avoir réclamé une extension des pouvoirs du Président de la République nécessaire pour lui permettre de faire respecter les droits consentis par traités à des étrangers, il affirma que tout ce qui était en son pouvoir serait fait en faveur des Japonais ; il s'engageait à employer dans ce but toutes les forces tant militaires que civiles des Etats-Unis. Bien accueilli au Japon, ce message souleva les protestations de la population californienne. Pratiquement, il ne résolvait pas la question ; si le Président demandait au Congrès de lui donner un moyen d'agir, c'est qu'il était à peu près impuissant en face de l'autonomie des Etats. Un recours fut porté devant la Cour suprême de Californie et un juge de la « Cour de circuit » de San Francisco fut chargé d'inviter le Board of Education à justifier sa décision. Ces procédés avaient pour unique avantage de faire gagner du

temps. Mais le conflit, en partie par l'effet de la presse, ne fit que s'envenimer ; des troubles antijaponais se produisirent à Adler et à Tacoma ; le 30 janvier 1907, le Sénat de Californie adoptait à l'unanimité une résolution « requérant le gouverneur et l'attorney général de protéger et sauvegarder les droits de l'Etat souverain de Californie ». La visite annoncée en novembre d'une escadre japonaise à San-Francisco était décommandée. En janvier 1907, on était au plus fort de la crise ; le bruit courut que le Japon avait adressé un ultimatum ; d'aucuns jugeaient la guerre inévitable. Depuis lors, des doutes ont été émis sur la sincérité de cette agitation et beaucoup ont prétendu que ces bruits alarmants avaient contribué à grandir l'autorité du Président à l'égard de la Californie. Dès le 1^{er} février, le bruit courut qu'on avait trouvé les bases de l'entente : la Californie céderait sur la question des écoles, mais on apporterait des mesures restrictives à l'immigration des travailleurs japonais. Le 12 février, un texte réglementant l'immigration japonaise était proposé aux comités intéressés de la Chambre et du Sénat ; aux termes de cet amendement, les personnes ayant un passeport délivré par leur gouvernement pour aller dans les îles soumises aux Etats-Unis, la zone du canal de Panama ou d'autres pays tels que le Mexique, si elles désirent venir aux Etats-Unis, pourront s'en voir refuser l'entrée quand leur venue sera jugée nuisible aux travailleurs blancs par le Président des Etats-Unis. Cette disposition fut adoptée, le 16 février, par le Sénat et, deux jours après, par la Chambre des repré-

sentants. Aussitôt le maire de San Francisco télégraphiait de Washington à ses administrés : « Tous les enfants de race étrangère âgés de moins de seize ans et parlant anglais peuvent être admis dans les écoles des blancs de San Francisco. » La Californie, dit M. Tardieu, céda sur le prétexte et l'emportait sur le fond. Quant au Japon, depuis quelque temps déjà, il refusait des passeports pour les Etats-Unis ; mais il en délivrait toujours pour les îles américaines du Pacifique et la zone du canal de Panama d'où ses nationaux pouvaient gagner les Etats-Unis. « L'amendement voté n'avait donc d'autre effet que de faire respecter à la lettre le texte même des passeports délivrés par le Japon ». Pratiquement l'amendement voté atteignait l'immigration japonaise aux Etats-Unis ; l'opinion publique au Japon s'en rendit bien compte ; les protestations des Japonais établis aux Hawaï furent particulièrement violentes. Mais de part et d'autre, les deux gouvernements affirmèrent leur volonté de maintenir des relations cordiales et le Japon, obligé par l'état de ses finances à suivre pour le moment une politique pacifique, fit parvenir à Washington, à la fin du mois de février, son adhésion au nouveau bill.

Au printemps 1907, les bonnes relations nippo-américaines, jadis si cordiales, paraissent rétablies. Mais, en réalité, les causes profondes et permanentes du conflit subsistaient ; des maisons japonaises ayant été attaquées le 21 mai à San-Francisco, la lutte reprit plus violente et plus âpre. Cette fois, malgré tous les efforts du gouvernement,

une campagne de presse et de meetings se déclina au Japon ; on reprocha au ministère de manquer d'énergie ; les Chambres de commerce japonaises s'adressèrent aux Chambres de commerce américaines pour les prier de contribuer à faire disparaître les causes de discorde. Le Président ordonna une enquête sévère sur les incidents de San-Francisco ; le 1^{er} juillet, on apprenait l'envoi de l'escadre américaine dans le Pacifique. A nouveau, la guerre parut proche ; mais les deux gouvernements, mettant fin à la campagne de presse qui s'engageait, affirmèrent leurs intentions pacifiques. « Il est absurde, déclara l'amiral Evans, de voir dans le voyage de l'escadre une démonstration destinée à peser sur un gouvernement ami tel que le gouvernement japonais. » En même temps, M. Taft se rendait au Japon où il eut de nombreuses entrevues avec le ministre des affaires étrangères. Quel fut le résultat de ces négociations ? « A vrai dire, écrit M. Tardieu, on ne sait guère à quoi elles aboutirent ; il est seulement indiscutable qu'il y fut question de l'immigration et de la naturalisation des Japonais aux Etats-Unis. » En décembre, le comte Hayashi déclarait que la question de l'immigration était « virtuellement réglée ». Pratiquement les Etats-Unis, incertains sur l'issue d'une guerre, ont dû renoncer alors à leurs prétentions d'hégémonie sur le Pacifique et le Japon, pour des raisons financières, a dû retarder le moment où il affirmera sa domination sur l'Extrême-Orient. Au cours de ces difficultés, l'Amérique avait noué des relations encore mal connues avec l'Allemagne. L'Angleterre ne pouvait laisser se constituer un tel grou-

pement de puissances ; amie des Etats-Unis, alliée du Japon, elle était en Asie la première puissance maritime et commerciale ; arbitre tout puissant qui dans un conflit du Japon avec l'Amérique aurait donné la victoire à celui dont elle aurait suivi le parti, elle abandonna le Pacifique. Un traité conclu à la fin de 1908, dont nous ignorons la portée exacte, intervint entre le Japon et les Etats-Unis ; il garantit l'intégrité de l'Empire chinois, ce qui revient sans doute à dire qu'il réserve la Chine à la double influence du Japon et de l'Amérique. Cette solution préviendra-t-elle le conflit ? L'Amérique augmente sa flotte mais commet la grosse faute de négliger son armée ; le Japon travaille à rétablir ses finances. Depuis lors aucun différend grave n'est survenu au sujet de l'émigration qu'aucun traité officiel, remarquons-le, n'a encore réglée. Pour le moment, le Japon détourne ses nationaux des Etats-Unis et les jette sur le continent asiatique, sur les provinces du littoral, en Mandchourie, en Corée, en Chine, pour prendre dans ce tournoi jusqu'ici pacifique de l'avance sur son rival d'Amérique.

Vu :

Lyon, le 6 mars 1909.

Le Président de la thèse,
BROUILHET.

Vu :

Lyon, le 5 mars 1909.

Le Doyen de la Faculté,
FLURER.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 6 mars 1909,

Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER

Description de l'émigration asiatique.

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Diverses phases que présente l'histoire de l'émigration asiatique. — La traite et l'émigration libre. — Intérêt que présente l'étude de la répartition des Asiatiques dans les diverses parties du monde.	7
CHAPITRE II. — L'émigration hindoue : ses caractères par opposition à ceux de l'émigration japonaise ou chinoise. — Les Hindous en Asie, en Océanie, en Amérique, en Afrique. . .	11
CHAPITRE III. — L'émigration japonaise. — La colonisation d'Yezo. — Les Japonais à Sakhaline, en Corée, en Mandchourie, en Chine, à Formose, en Indo-Chine ; difficultés qu'éprouvent les Japonais à s'établir en Asie. — Les Japonais en Océanie et la politique américaine : les Philippines et les Hawaï. — Les Japonais et l'Amérique du Nord ; leurs tentatives d'immigration en Amérique du Sud.	15
CHAPITRE IV. — L'émigration chinoise : son importance considérable. — Historique de l'émigration chinoise. — La plupart des émigrants chinois sont demeurés en Asie. — Les Chinois en Mandchourie, en Sibérie, en Indo-Chine, au Siam, en Birmanie, dans la presqu'île de Malacca. — Les Chinois en Océanie. — Etablissements chinois d'Amérique.	27
CHAPITRE V. — Conclusion. — Si l'on s'en tient aux données statistiques, on ne saurait parler de péril jaune.	36

LIVRE II

Economie politique et sociologie.

PREMIÈRE PARTIE. — Des causes de l'émigration asiatique.	38
CHAPITRE PREMIER. — L'étude des causes de l'émigration conduit à l'examen de la situation économique des pays considérés. — L'Inde, superficie ; la population : sa répartition. — Prospérité de l'agriculture et misère des agriculteurs. — L'administration anglaise ; l'impôt foncier, les dépenses militaires, le drainage de l'or. — En vain l'administration s'efforce de développer les voies de communication, l'agriculture et certaines industries ; l'Inde doit conquérir son autonomie budgétaire et douanière.	39
CHAPITRE II. — Le Japon. — Superficie. — La population : sa répartition, son accroissement. — Etat de l'agriculture japonaise. — Le Japon minier, industriel, commercial et maritime. — La condition des salariés au Japon. — Le Japon capitaliste et la dette japonaise. — Avenir industriel du Japon	53
CHAPITRE III. — La Chine. — Superficie. — La population : sa concentration. — Importance de l'agriculture chinoise. — Ressources minières. — Lenteur du développement industriel. — Le commerce extérieur de la Chine. — Difficultés que rencontre la rénovation politique et économique de la Chine.	65
CHAPITRE IV. — Conclusion : L'industrialisation de l'Extrême-Orient. — L'industrialisation restreint l'émigration : elle permet de nourrir une population surabondante, attire la population dans villes, etc. ; avantages que présente cette solution du problème de l'émigration.	76
DEUXIÈME PARTIE. — Des effets de l'émigration asiatique	79
CHAPITRE PREMIER. — Avantages de l'émigration pour les pays de provenance : avantages moraux et sociaux, politiques, économiques	80

CHAPITRE II. — Dans les pays habités par les diverses races asiatiques ou africaines, le Japonais ou le Chinois acquiert l'hégémonie et devient l'intermédiaire nécessaire entre l'Européen et l'indigène.	88
CHAPITRE III. — Dans les pays de civilisation occidentale, l'immigration asiatique présente de nombreux inconvénients moraux, politiques et sociaux. — Antagonisme des travailleurs blancs et des travailleurs asiatiques	92

LIVRE III

L'Action diplomatique.

CHAPITRE PREMIER. — L'émigration et le droit des gens. — Alors que l'émigration jadis prohibée est favorisée ou au moins tolérée, l'immigration est chaque jour entravée davantage. — Le droit public ne permet pas de faire aux immigrants un sort différent suivant leur nationalité. — La prétention d'écarter à son gré les asiatiques est contraire au droit des gens ; nécessité d'une entente diplomatique.	103
CHAPITRE II. — La politique de la France et de la Hollande doit tenir grand compte du lien d'interdépendance que crée la présence de très nombreux Chinois sur le sol de leurs possessions	107
CHAPITRE III. — La politique de l'Angleterre, en tant que pays de destination, consiste à substituer un conflit d'autonomies au conflit des races. — En tant que pays de provenance, par l'Inde, elle a recours, en dépit des apparences, à des mesures coercitives.	108
CHAPITRE IV. — Politique de l'Amérique. — D'un côté, elle a de grands intérêts politiques et commerciaux en Extrême-Orient ; de l'autre, les Etats du Pacifique refusent de recevoir les immigrants jaunes. — Historique des relations de l'Amérique avec la Chine et le Japon	112

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
